

N° du dossier de la Cour : CV-09-8241-00CL

ONTARIO
COUR SUPÉRIEURE DE JUSTICE
RÔLE COMMERCIAL

**DANS L'AFFAIRE DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS
AVEC LES CRÉANCIERS DES COMPAGNIES, L.R.C. 1985,
CH. C-36, EN SA VERSION MODIFIÉE,**

**ET DANS L'AFFAIRE D'UN PLAN DE TRANSACTION OU
D'ARRANGEMENT DE FRASER PAPERS INC./PAPIERS
FRASER INC., FPS CANADA INC., FRASER PAPERS
HOLDINGS INC., FRASER TIMBER LIMITED, FRASER
PAPERS LIMITED et FRASER N.H. LLC**

Demandeurs

**PLAN MODIFIÉ CONSOLIDÉ DE TRANSACTION ET
D'ARRANGEMENT**

**EN VERTU DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS
AVEC LES CRÉANCIERS DES COMPAGNIES (CANADA)**

concernant, touchant et impliquant

**FRASER PAPERS INC./PAPIERS FRASER INC., FPS CANADA INC.,
FRASER PAPERS HOLDINGS INC., FRASER TIMBER LIMITED,
FRASER PAPERS LIMITED et FRASER N.H. LLC**

Le 27 janvier 2011

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Article I INTERPRÉTATION	1
1.01 Définitions	1
1.02 Certaines règles d'interprétation	10
1.03 Conversion des devises.....	11
1.04 Intérêt.....	11
1.05 Annexes	11
Article II OBJET ET EFFET DU PLAN	12
2.01 Objet	12
2.02 Plan sur le fonds consolidé	12
2.03 Personnes visées	12
2.04 Réclamations non visées.....	12
Article III CLASSIFICATION DES CRÉANCIERS ET QUESTIONS DE PROCÉDURE..	13
3.01 Catégories de créanciers	13
3.02 Procédure de réclamation	13
3.03 Date limite de réclamations et date limite des réclamations de restructuration	13
3.04 Aucun vote ou distribution à l'égard des réclamations non visées	13
3.05 Approbation par les créanciers	14
3.06 Réclamations interentreprises.....	14
3.07 Assemblée des créanciers	14
3.08 Votes.....	14
3.09 Vote des réclamations non résolues.....	14
3.10 Procédure d'évaluation des réclamations de vote	14
Article IV TRAITEMENT DES CRÉANCIERS	15
4.01 Compromis de réclamations en cause	15
4.02 Créanciers non visés	15
4.03 Paiement des créances prioritaires du gouvernement.....	15
4.04 Mise en oeuvre de paiement	15
4.05 Livraison de mise en oeuvre de paiement	15
4.06 Distributions non réclamées	16

4.07	Allocation de distribution des réserves aux créanciers visés et de livraison aux fiducies.....	16
4.08	Livraison des actifs alloués à la réserve de distribution pour les fiducies.....	17
4.09	Réclamations non réglées.....	17
4.10	Exigences de retenue à la source.....	18
	Article V ACCORD DE TRANSACTION.....	18
5.01	Incorporation de l'accord de transaction.....	18
5.02	Propriété incluse.....	18
5.03	Maintien des obligations et libération.....	18
	Article VI ORDONNANCE D'HOMOLOGATION ET ORDONNANCE DE DÉVOLUTION.....	19
6.01	Demande d'ordonnance d'homologation et ordonnance de dévolution.....	19
6.02	Effet de l'ordonnance d'homologation et ordonnance de dévolution.....	19
	Article VII CONDITIONS PRÉALABLES.....	21
7.01	Conditions préalables à la mise en œuvre du plan.....	21
7.02	Renonciation.....	22
7.03	Certificat du contrôleur.....	22
	Article VIII EFFET DU PLAN.....	22
8.01	Effet général du plan.....	22
8.02	Consentements, renonciations et accords.....	22
	Article IX LIBÉRATIONS ET INJONCTIONS.....	23
9.01	Libération et les parties libérées.....	23
9.02	Injonction.....	24
9.03	Exclusion à la libération et l'injonction.....	25
9.04	Réclamations interentreprises.....	25
	Article X MODIFICATION D'UN PLAN OU TERMINAISON.....	25
10.01	Modification du plan.....	25
10.02	Terminaison du plan.....	26
	Article XI DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	26
11.01	Divisibilité des dispositions du plan.....	26
11.02	Conseils et directives.....	26
11.03	Prépondérance.....	27
11.04	Responsabilités du contrôleur.....	27

11.05	Dispositions déterminatives.....	27
11.06	Avis.....	27
11.07	Successeurs et ayants droit	28
11.08	Assurances supplémentaires	28
11.09	Droit applicable	29

PLAN MODIFIÉ DE COMPROMIS ET D'ARRANGEMENT

EN VERTU DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES CRÉANCIERS DES COMPAGNIES (CANADA)

ARTICLE I INTERPRÉTATION

1.01 Définitions

Dans le plan (y compris les annexes ci-jointes), sauf indication contraire ou sauf si le sujet ou le contexte ne s'y oppose :

« **Charge d'administration** » désigne la charge en faveur du contrôleur, l'avocat du contrôleur et des requérants canadiens et d'un avocat américain accordée conformément au paragraphe 35 de l'ordonnance initiale, comme plus particulièrement qui y sont énoncées, telle que modifiée et élargie pour inclure les agents de réclamations;

« **Réclamation visée** » signifie n'importe quelle réclamation qui n'est pas une réclamation non visée;

« **Créancier visé** » désigne toute personne qui a une réclamation visée et comprend le transfert ou le cessionnaire d'un transfert ou la cession de réclamation visée qui est reconnu comme un créancier visé par les requérants et le contrôleur en conformité avec l'ordonnance sur les réclamations;

« **Mise en œuvre du paiement total** » le sens attribué à ce dernier dans la Section 4,04 en ceci;

« **Droit applicable** » désigne, dans le respect de toute personne, propriété, opération, événement ou toute autre question, toute loi, tout statut, règlement, code, ordonnance, principe de droit commun ou d'équité, règlement municipal, traité ou ordre, nationaux ou étrangers, applicables à cette personne et les biens, transaction, événement ou autre matière et à toutes les exigences applicables, les demandes, directives officielles, les règles, les autorisations, approbations, autorisations, des directives et politiques, dans chaque cas, avoir force de loi, de toute autorité gouvernementale, autorité ayant ou prétendant avoir de l'autorité sur cette personne, propriété, transaction, cet événement ou autre question et considéré par l'autorité gouvernementale comme nécessitant toute conformité;

« **Requérants** » désigne, collectivement, Fraser Papers Inc/Papiers Fraser Inc, FPS Canada Inc, Fraser Papers Inc Holdings, Fraser Timber Limited, Papiers Fraser Limited et Fraser N.H. LLC;

« **BAM** » signifie Brookfield Asset Management Inc.;

« **Brookfield US** » signifie Brookfield US Corporation;

« **Jour ouvrable** » désigne un jour autre qu'un samedi ou un dimanche, où les institutions financières sont généralement ouvertes pour affaires à Toronto, Ontario;

« **Espèces** » incluent monnaie légale, chèque, traite bancaire ou fonds reçus par transfert électronique;

« **LACC** » désigne la « Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, LRC. 1985, c. C-36, » comme modifiée, en vigueur à la date de l'ordonnance initiale;

« **Frais LACC** » désigne, collectivement, la charge d'administration, la charge du débiteur-exploitant, charge des administrateurs et les charges inter-sociétés, dans chaque cas tel que défini dans l'ordonnance initiale;

« **Procédures de la LACC** » désigne les procédures au titre de la LACC entamées par le requérant conformément à l'ordonnance initiale;

« **\$ CA** » signifie des dollars canadiens;

« **Ordonnance sur les réclamations du Chapitre 15** » désigne une ordonnance rendue par la Cour en date du 5 août 2009 des procédures du chapitre 15 en reconnaissant et en donnant plein pouvoir et effet à l'ordonnance sur les réclamations;

« **Procédures du Chapitre 15** » signifie les procédures commencées par les requérants le 18 juin, 2009 dans une cour américaine sous le Chapitre 15 du code des faillites des États-Unis « United States Bankruptcy Code ». Le cas no 09-12123 (KJC) dans lequel les procédures à la LACC ont été reconnues comme une poursuite principale étrangère;

« **Réclamation** » signifie :

- (a) une réclamation reliée à la restructuration;
- (b) une réclamation garantie; et/ou
- (c) les droits de toute personne, y compris tout créancier garanti, contre un ou plusieurs des requérants et/ou des administrateurs, affirmés ou pas et toutefois acquis, dans le cadre de toute dette, la responsabilité ou l'obligation d'aucune sorte d'un ou plusieurs des requérants et/ou administrateurs en existence à la date de dépôt, si oui ou non un tel droit est réduit à l'arrêt, liquidé, non réglé, fixe, éventuel, à maturation, dette non échue, contestée, incontestée, juridique, équitable, garantie, non garanti, présent, futur, connu ou inconnu, directe ou indirecte, par une garantie, caution, déductible d'assurance ou autrement, et si oui ou non la réclamation ou droit découle d'un contrat qui est exécutoire ou anticipé en nature, et y compris toute réclamation de négligence ou de la violation du devoir fiduciaire relative de toute façon à l'administration des régimes de pension ou d'autres réclamations qui auraient été déclarées prouvables comme étant en faillite si le requérant applicable faisait faillite à la date de dépôt et si oui ou non ce droit ou réclamation a entraîné une preuve de réclamation déposée contre les requérants ou les administrateurs sous l'ordonnance de réclamations;

« **Date limite de dépôt des réclamations** » signifie 17 h heures (HNE) le 30 septembre 2009, ou une date ultérieure qui peut être ordonnée par la cour;

« **Officiers des réclamations** » signifie John D. Ground, Andrew Diamond et telles autres personnes comme pourraient être désignées par les requérants, acceptables au contrôleur et approuvées par la cour dans le but de résoudre des réclamations non résolues conformément à l'ordonnance sur les réclamations;

« **Ordonnance des réclamations** » L'ordonnance de la Cour en date du 15 juillet 2009 et reconnue par la Cour des États-Unis par ordonnance de réclamations du chapitre 15, que cette ordonnance puisse être modifiée, retraitée ou modifiée par ordonnance ultérieure de la Cour de temps à autre;

« **Processus des réclamations** » signifie le processus de réclamations afin de déterminer la validité des réclamations dans le but de vote et distribution comme exposé dans l'ordonnance sur les réclamations;

« **Actions ordinaires** » signifie deux millions, 401 960 (2 401 960) d'actions ordinaires de Twin Rivers émises à Fraser en vertu de l'action d'un certificat daté du 28 avril 2010, soit une participation de 49 % dans le capital-actions de Twin Rivers et ayant une valeur nominale de 24 millions de dollars au 28 avril 2010;

« **Maintien des obligations** » a le sens attribué à ce terme dans l'accord de transaction;

« **Cour** » désigne la Cour supérieure de justice de l'Ontario (rôle commercial);

« **Créancier** » désigne toute personne ayant une réclamation et comprend, sans s'y limiter, le transfert ou le cessionnaire d'une réclamation ou d'un fiduciaire, liquidateur, séquestre, séquestre-gérant, ou toute autre personne agissant au nom de cette personne;

« **Fiducie créancière** » signifie la fiducie à être formée en ou avant la date de mise en œuvre du plan, date que devront porter tous les billets à ordre, les actions ordinaires et n'importe quelles espèces au profit de tous les créanciers visés ayant des réclamations de distribution prouvées autrement qu'aux réclamations de NB Hourly la réclamation des salariés de NB et sauf ceux qui résident aux États-Unis conformément aux accords de fiducie créancière dans la forme proposée à être confirmée par l'ordonnance de fiducie;

« **Fiducies Créancières** » désigne collectivement, la Fiducie Créancière et la Fiducie Créancière américaine;

« **Prêteurs DIP** » désigne, collectivement, BAM et Brookfield États-Unis;

« **Charge de Prêteur DIP** » signifie que la charge en faveur du prêteur DIP accordée conformément au paragraphe 40 de l'ordonnance originale, comme plus particulièrement qui y est énoncée;

« **Administrateurs** » désigne, collectivement, les personnes qui sont ou ont été administrateurs ou dirigeants d'une ou de plusieurs des requérants et le mot « administrateur » désigne, individuellement, l'un d'eux;

« **Charge d'Administration** » signifie la charge en faveur de l'administration créée en vertu du paragraphe 25 de l'ordonnance initiale, comme plus particulièrement qui y est énoncée;

« **Distribution des sommes** » signifie les billets à ordre, les actions ordinaires et n'importe quelles espèces disponibles pour les créiteurs visés avec des réclamations de distribution prouvées en vertu du et conformément au plan, qui seront tenues à partir de et après la date de mise en œuvre du plan en fiducie au bénéfice des créiteurs visés dans une des fiducies ou dans la réserve tout comme particulièrement décrit aux présentes;

« **Charge** » désigne tout intérêt, charge, privilège, réclamation, hypothèque, bail, sous-location, hypothèque, acte de fiducie, gage, sûreté, option, droit d'usage ou possession, droit de première offre ou de premier refus, droit de passage, droit d'usage, servitude, clause restrictive, empiètement, consignation, ou toute autre restriction ou limitation de toute sorte, quelle qu'en soit la cause ou les répercussions;

« **Intérêt relatif à des capitaux propres** » a le sens attribué à ce terme dans l'accord de transaction;

« **Date de dépôt** » désigne le 18 juin 2009;

« **Date de décision définitive** » désigne une date qui n'est pas plus de sept (7) jours ouvrables après que toutes les réclamations non résolues ont été définitivement déterminées à des fins de distribution en vertu de l'ordonnance sur les réclamations;

« **FPHI** » désigne Fraser Papers Inc Holdings;

« **Actions FPHI** » a le sens attribué à ce terme dans l'accord de transaction;

« **Fraser** » désigne Fraser Papers Inc/Papiers Fraser Inc, une société régie par la Loi sur les sociétés du Canada;

« **Réclamations prioritaires du gouvernement** » désigne toutes les réclamations qui relèvent de l'article 18.2 de la LACC;

« **Autorité gouvernementale** » désigne tous gouvernements domestiques ou étrangers, y compris les gouvernements fédéraux, provinciaux, territoriaux ou municipaux, et tout ministère, organisme, tribunal, commission, conseil, cour, bureau ou autre autorité exerçant ou prétendant exercer des fonctions exécutives, législatives, judiciaires, réglementaires ou administratives, ou gouvernementales;

« **Mise en œuvre de paiement** » a le sens attribué à ce terme dans la Section 4.04 aux présentes;

« **Date de mise en œuvre de paiement** » désigne une date qui n'est pas plus de sept (7) jours après la date de mise en œuvre du plan ou toute autre date qui peut raisonnablement être

déterminée par les requérants, en consultation avec le contrôleur après la date de mise en œuvre du plan;

« **Propriété incluse** » a le sens attribué à ce terme dans l'accord de transaction;

« **Ordonnance initiale** » désigne l'ordonnance de la Cour en date du 18 juin 2009, tel que modifiée, étendue, retraitée ou amendée par ordonnance ultérieure de la cour de temps à autre;

« **Réclamation intercompagnie** » signifie une réclamation d'un requérant contre un ou plusieurs des autres requérants;

« **Assemblée** » désigne la réunion des créanciers visés qui sera annoncée et tenue conformément à l'ordonnance d'assemblée dans le but de délibérer et de voter sur le plan dans le cadre de l'application de la LACC, et comprend tout ajournement de cette assemblée;

« **Ordonnance d'assemblée** » désigne une ordonnance qui devra être obtenue dans le cadre des procédures de la LACC fixant les conditions et la procédure de convocation à l'assemblée des créanciers visés au vote sur le plan et de fixer la date d'audience de la sanction du plan, comme elle peut être modifiée, retraitée ou amendée, modifiée complémentée, réaffirmée ou diversifiée par la cour de temps à autre;

« **Contrôleur** » signifie PricewaterhouseCoopers Inc, en sa qualité de contrôleur désigné en vertu de l'ordonnance initiale;

« **Réclamation NB Hourly** » signifie la réclamation déposée par Morneau Sobeco Partenariat Limité (maintenant Morneau Shepell Inc.), en sa qualité d'administrateur du régime NB Hourly en ce qui concerne le déficit de la liquidation du plan de NB Hourly en date du 31 mars 2010, qui a été acceptée comme une revendication de distribution prouvée au montant de 110 139 269 dollars;

« **Plan NB Hourly** » désigne le régime de retraite des employés rémunérés à l'heure du Nouveau-Brunswick de Papiers Fraser Inc, Nouveau-Brunswick numéro d'enregistrement 0251264;

« **Fiducie NB Hourly** » désigne la fiducie créée par la convention de fiducie NB Hourly;

« **Convention de fiducie NB Hourly** » désigne la déclaration et l'accord de fiducie en date du 28 avril 2010 entre Fraser disposant de la fiducie, le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier comme étant l'union, ainsi que Doris Lavoie, Jean Clavette et Mario Thériault collectivement à titre de fiduciaires, telle qu'elle peut être modifiée de temps à autre, conformément à ses dispositions;

« **Réclamation des salariés NB** » signifie la réclamation déposée par Morneau Sobeco Partneria Limité (maintenant Morneau Shepell Inc.), en sa qualité d'administrateur du régime des salariés NB en ce qui concerne le déficit de la liquidation du régime des salariés NB en date du 31 mars 2010 qui a été acceptée devient une revendication de distribution prouvée au montant de 24 257 074 dollars;

« **Plan des salariés NB** » désigne le régime de retraite des employés salariés du Nouveau-Brunswick de Papiers Fraser Inc, Nouveau-Brunswick numéro d'enregistrement 0251256;

« **Fiducie des salariés NB** » désigne la fiducie créée par la convention de fiducie des salariés NB;

« **Convention de fiducie des salariés NB** » désigne la déclaration et l'accord de fiducie faits le 2 décembre 2010 entre Fraser disposant de la fiducie, et Don Corey, Rino Girard et Mark Fitzherbert collectivement à titre de fiduciaires, telle qu'elle peut être modifiée de temps à autre, conformément à ses termes;

« **Réclamations non libérées** » est désigné à la section 9.01 ci-après;

« **Parties non libérées** » est désigné à la section 9.01 ci-après;

« **Ordonnance** » désigne toute ordonnance de la Cour lors de procédures sur la LACC;

« **Charge Autorisée** » a le sens attribué à ce terme dans l'accord de transaction;

« **Personne** » signifie n'importe quel individu, n'importe quelle société, société limitée ou de responsabilité illimitée, association générale ou limitée, fonds de revenu, association, fiducie, caisse de retraite, syndicat, organisation non incorporée, coentreprise, gouvernement ou n'importe quelle agence, n'importe quel corps ou n'importe quelle assistance régulatrice correspondante, représentant juridique de personne ou gardien de litige, l'administrateur de régime de retraite, ou toute autre entité quelle qu'en soit la désignation ou constitution;

« **Plan** » désigne le plan de transaction et d'arrangement déposé par les requérants en vertu de la LACC, y compris les annexes ci-jointes, tel qu'il peut être modifié ou complété ci-après et de temps à autre en conformité avec les termes des présentes;

« **Date de mise en œuvre du plan** » désigne le jour ouvrable où les conditions préalables à la mise en œuvre du plan ont été satisfaites, rencontrées ou dérogées, le cas échéant, et le contrôleur a rempli et déposé son certificat auprès de la cour conformément à l'article 7.03 du plan;

« **Audience d'homologation du plan** » désigne l'audience du tribunal à laquelle la requête d'homologation des requérants sera entendue;

« **Promoteur du régime** » désigne BAM ou toute autre personne ou personne qu'il peut désigner le ou avant la date de clôture (tel que défini dans l'accord de transaction), en tant que l'acheteur et le promoteur du plan en vertu de l'accord de transaction;

« **Réclamation postdéposition** » désigne toute dette, responsabilité ou obligation de quelque nature que ce soit et qui est déposée après la date de dépôt pour ou à l'égard de : (A) un contrat exécutoire ou un bail restant à courir qui n'a pas été résilié ou répudié par le requérant; (b) la fourniture de services, la livraison des marchandises, ou des sommes avancées à l'un des requérants à compter de la date de dépôt; (c) tous les montants devant être remis à une autorité fiscale en application du paragraphe 9 de l'ordonnance initiale au cours de la période allant de la

date de dépôt, mais à l'exclusion de la date de mise en œuvre du plan, à condition que les « réclamations postdéposition » n'incluent aucune réclamation de restructuration;

« **Remboursements antérieurs** » a le sens donné à ce terme dans la Section 4.04 aux présentes;

« **Pro Rata** » désigne, à l'égard de tous créanciers visés de la classe créanciers chirographaires, à la date de mise en œuvre du plan et de la détermination de la date finale, le cas échéant, le ratio est établi à la date par la formule suivante :

Quote-part =
$$\frac{\text{réclamation de distribution éprouvée des créanciers visés par la classe des créanciers chirographaires} - \text{la mise en œuvre de paiements reçus par les créanciers visés}}{\text{montant total des réclamations de distribution prouvée de tous les créanciers visés dans des créanciers de catégorie chirographaire} + \text{les réclamations non résolues des créanciers visés dans créanciers de catégorie chirographaire} - \text{le montant cumulé de toutes les mises en œuvre Les paiements;}}$$

« **Billets à ordre** » signifie les moyens, collectivement, un billet à ordre d'un montant principal de 30 \$ millions américains pour Twin Rivers en faveur de Fraser, daté du 28 avril 2010, et un billet à ordre d'un montant principal de 10 \$ millions américains pour Twin Rivers en faveur de Fraser, daté du 28 avril, 2010 comme pourrait être conformément modifié aux APP de Twin Rivers;

« **Preuve de réclamation** » désigne le formulaire qui doit être rempli et déposé par un créancier énonçant sa prétendue réclamation conformément à l'ordonnance sur les réclamations;

« **réclamation de distribution prouvée** » signifie une réclamation de distribution prouvée à l'égard de laquelle une preuve de réclamation a été ou est réputée avoir été déposée en temps opportun et de manière appropriée, conformément à l'ordonnance sur les réclamations et qui a été acceptée ou finalement déterminée à des fins de distribution conformément à l'ordonnance relative aux réclamations;

« **Réclamation de vote prouvée** » signifie une réclamation visée à l'égard de laquelle une preuve de réclamation a été ou est réputée avoir été déposée en temps opportun et de manière appropriée, conformément à l'ordonnance sur les réclamations et qui a été acceptée aux fins de vote en conformité avec les ordonnances sur les réclamations;

« **Sociétés acquises** » a le sens attribué à ce terme dans l'accord de transaction;

« **Réclamations Libérées** » est désigné à la section 9.01 ci-après;

« **Parties Libérées** » est désigné à la section 9.01 ci-après;

« **L'avocat représentant** » signifie Davies Ward Philips & Vineberg LLP nommé comme avocat du comité des employés salariés et retraités de Fraser Papers conformément à

l'ordonnance de la cour date du 17 septembre 2009, telle que modifiée, étendue, retraitée, ou variée par ordonnance subséquente de la cour.

« **Majorité requise** » désigne une majorité en nombre de créanciers visés, qui représente au moins les deux tiers de la valeur des réclamations prouvées de vote des créanciers visés qui votent sur la résolution approuvant le plan (en personne, par procuration ou par bulletin de vote) à l'assemblée;

« **Réserve** » a le sens donné à ce terme dans ce document à la section 4,09 aux présentes;

« **Réclamation de restructuration** » désigne tout droit de toute personne contre un ou plusieurs des requérants dans le cadre de toute dette, responsabilité ou obligation de toute sorte envers cette personne découlant de la restructuration, la répudiation ou la résiliation après la date de dépôt de tout contrat, bail ou autre entente écrite ou orale, à condition toutefois, qu'une « **réclamation de restructuration** » ne comporte pas de réclamation non visée;

« **Date butoir des réclamations de restructuration** » signifie 17 heures (HNE) à la date qui est la première des 30 jours calendaires (après l'événement donnant lieu à la demande de restructuration ou de [14] jours calendaires après la date de la mise en œuvre du plan);

« **Ordonnance d'homologation** » désigne une ordonnance rendue par la cour en vertu de la LACC, entre autres choses, de sanctionner, d'autoriser et d'approuver le plan, sous une forme et substance à la satisfaction du promoteur du plan, agissant raisonnablement, que cette ordonnance puisse être modifiée par la cour de temps à autre;

« **Ordonnance de reconnaissance de l'homologation** » signifie que l'ordonnance est demandée à la cour des États-Unis de reconnaître et donner effet à l'ordonnance d'homologation des procédures du chapitre 15, y compris, sans s'y limiter, l'exécution du Plan;

« **Réclamation garantie** » désigne la partie d'une réclamation qui est : (i) garantie par une sûreté grevant valablement la charge ou la propriété ou des biens de l'un des requérants (y compris les privilèges légaux et dépossessions qui créent des intérêts de sécurité) à la valeur de ces garanties; (ii) en bonne et due forme opposable en conformité avec la législation pertinente dans la juridiction appropriée à compter de la date de dépôt ou par la suite conformément à l'ordonnance initiale, et (iii) n'est pas une réclamation non visée;

« **Créancier garanti** » désigne tout créancier titulaire d'une réclamation garantie;

« **Certificat d'actions** » désigne le certificat de Twin Rivers délivré à Fraser en date du 28 avril 2010 constatant l'émission des actions ordinaires de Fraser;

« **Ordonnance de consolidation de fonds** » L'ordonnance de la cour en date du 3 novembre, 2010 autorisant et enjoignant aux requérants de préparer le plan sur la base de la consolidation de fonds de tous les requérants, comme l'a reconnu et approuvé l'ordonnance de la cour des États-Unis en date du 3 novembre 2010;

« **Impôts** » désigne l'ensemble des taxes, droits, frais, en attendant les évaluations, les réévaluations et autres charges gouvernementales, droits, impositions et des passifs de quelque

nature que ce soit (y compris les réclamations de Sa Majesté la Reine chef du Canada, Sa Majesté la Reine chef d'une province ou d'un territoire du Canada, l'Agence du revenu du Canada et les recettes similaires ou une autorité fiscale, y compris une municipalité, une province ou un territoire du Canada), y compris les intérêts, pénalités, amendes et des ajouts à l'égard de ces montants;

« **Convention de transaction** » désigne l'accord de transaction entre les requérants et le promoteur du plan en date du 25 novembre, 2010 ci-joint en annexe « A », tel qu'il peut être modifié, retraité et amendé de temps à autre en conformité avec les termes de celui-ci;

« **Régimes de retraite terminés** » désigne le plan NB Hours, le plan des salariés NB, le plan de retraite à cotisation déterminée de Fraser Papers, le Régime de retraite des salaires de Papiers Fraser Inc Pâtes Thurso, le Régime de retraite des syndiqués de Papiers Fraser Inc. Pâtes Thurso et le Régime de retraite des employés admissibles de Papiers Fraser Limited;

« **Ordonnance de fiducie** » désigne une ordonnance rendue par la cour au sein de la LACC autorisant Fraser à régler les fiducies créancières, approuvant la forme et autorisant l'exécution des conventions de fiducie et de confirmer la nomination des fiduciaires de chacune des fiducies créancières;

« **Fiducie** » désigne, collectivement, les fiducies créancières, la fiducie de NB hours et la fiducie des salariés NB;

« **Twin Rivers** » désigne Twin Rivers Paper Company Inc, une société régie par la Loi sur les corporations d'affaires (Ontario);

« **APP de Twin Rivers** » : signifie l'accord d'achat d'actifs entre les requérants et BAM et/ou toute autre personne (s) comme il peut désigner, nommément Twin Rivers et Twin Rivers Paper Company LLC en date du 22 décembre 2009, tel que modifié;

« **Réclamation non visée** » a le sens donné à ce terme dans la section aux présentes;

« **Créancier non visé** » désigne une personne qui a une réclamation non-visée, mais seulement à l'égard de la portion non visée;

« **Réclamation non résolue** » signifie une réclamation visée qui a été déposée en temps opportun, conformément à l'ordonnance sur les réclamations, mais qui est en litige pour raison de vote ou de distribution à la date de l'assemblée ou à la date de mise en œuvre du plan, le cas échéant, conformément à l'ordonnance sur les réclamations;

« **Créanciers de catégorie chirographaire** » désigne une catégorie de personnes composée de tous les créanciers visés avec une réclamation visée;

« **E-U.** » signifie les États-Unis d'Amérique;

« **US \$** » signifie des dollars américains;

« **Cour américaine** » désigne la Cour des faillites du district du Delaware aux États-Unis ayant juridiction sur les procédures du chapitre 15;

« **Fiducie créancière américaine** » signifie la fiducie américaine à former la ou avant la Date de mise en œuvre du Plan, qui doit tenir les billets à ordre, actions ordinaires et tout argent au profit de tous les créanciers visés ayant des réclamations de distributions prouvées autres que la réclamation NB hourly et la réclamation des salariés NB qui résident aux États-Unis conformément aux à l'entente de fiducie créancière sous sa forme proposée à être confirmée par l'Ordonnance de Fiducie;

« **Ordonnance de vente américaine** » signifie l'ordonnance recherchée de la cour américaine qui reconnaît et donne effet à l'ordonnance de dévolution des procédures du chapitre 15 et approuve telle vente, dans une forme et une substance satisfaisantes au promoteur du plan, agissant raisonnablement;

« **Ordonnance de dévolution** » désigne une ou plusieurs ordonnances rendues par la cour en vertu de la LACC comme prévu dans le cadre du plan et de l'accord de transaction afin d'approuver et de donner effet à l'accord de transaction aux présentes et les opérations qui y sont visées et, entre autres (i) l'acquisition des droits d'actions FPHI sous le plan du promoteur libre et quitte de toutes charges (ii) la dévolution des biens compris dans les sociétés acquises, libres de toute charge à l'exception des sûretés, et (iii) l'extinction et l'interdiction à vie de toute responsabilité, obligation et prétention des sociétés acquises autres que les obligations permanentes, sous une forme et substance à la satisfaction du promoteur du plan, et

« **Site web** » signifie le site Web du contrôleur, www.pwc.com/car-fraserpapers

1.02 Certaines règles d'interprétation

Dans le plan :

- (a) la division du plan dans les articles, sections, paragraphes et les clauses et l'utilisation des rubriques et une table des matières sont pour la commodité du lecteur et n'ont aucune incidence sur l'interprétation du plan, ni les rubriques des articles et des sections conçues comme une description complète et précise de son contenu;
- (b) les termes « le plan », « du présent document », « aux présentes », les expressions « en ceci » et similaires se réfèrent au plan et pas à un article en particulier, section, sous-section, proposition ou annexes du ou au plan;
- (c) les mots qui importent le singulier inclut le pluriel et inversement et les mots qui importent un genre incluent tous les genres;
- (d) où tout fait référence à une personne, y compris, mais sans s'y limiter les requérants, les administrateurs, prêteurs DIP, le promoteur du plan et du contrôleur, ce renvoi est réputé comprendre tous les officiers, administrateurs, représentants, employés et agents de cette personne;

- (e) les mots « incluent » et « y compris » et les termes similaires d'inclusions ne font pas, à moins qu'expressément modifié par les mots ou « seulement », est « seulement » analysé comme les termes de limitation, mais signifiera plutôt « inclut sans la limitation », « y compris sans la limitation », « inclut, mais n'est pas limité à » et « y compris, mais pas limité à », comme applicable, pour que les références aux questions incluses soient comme considérées explicatives sans être caractérisées ou approfondies;
- (f) le mot « ou » n'est pas exclusif;
- (g) à moins qu'autrement fourni, n'importe quelle référence à une loi ou une autre promulgation de parlement ou un corps législatif inclue tous les règlements faits sous son plan, tous les amendements à ou les reconstitutions de telles lois ou tels règlements en vigueur de temps en temps, et le cas échéant n'importe quelle loi ou n'importe quel règlement qui les supplémente ou remplace telle loi ou tel règlement;
- (h) toutes les références à la LACC sont des références à la LACC, comme elles existaient à la date de l'ordonnance initiale;
- (i) tous les termes comptables qui ne sont pas définis aux présentes ont la signification que leur attribuent, de temps à autre, les principes comptables généralement reconnus au Canada, et plus particulièrement ceux prescrits par l'Institut Canadien des Comptables agréés;
- (j) sauf indication contraire, toutes les références à la monnaie et à « \$ » sont des dollars américains;
- (k) à moins qu'autrement spécifié, toutes les références au temps aux présentes et dans n'importe quel document, conformément ci-annexé et distribué représente l'heure locale moyenne à Toronto, Ontario et n'importe quelle référence à un événement qui arrive un jour ouvrable signifie avant 17 heures de ce jour;
- (l) Sauf indication contraire, les délais dans ou à la suite de tout acte qui doit être fait doit être calculé en excluant le jour de départ du délai et y compris le jour où le délai prend fin et en prolongeant la période du jour ouvrable suivant si le dernier jour de la période n'est pas un jour ouvrable, et
- (m) chaque fois que des mesures doivent être prises dans le cadre du plan un jour autre qu'un jour ouvrable, cette mesure doit être prise le jour ouvrable suivant.

1.03 Conversion des devises

Toutes les réclamations en cause dominée dans une devise autre que le dollar américain doivent, pour l'application du plan être converties et constituent des obligations en dollars américains, ce calcul doit être effectué en utilisant le taux de la Banque du Canada au comptant à midi à la date du dépôt (conversion du taux de change à cette date était la suivante : 1,00 \$ américain = 1,1273 \$ canadiens).

1.04 Intérêt

Aucun intérêt ni indemnité ne s'ajoute aux réclamations en raison de la période courue et à courir à compter de la date de détermination.

1.05 Annexes

Voici les annexes du plan :

Annexe « A » — Accord de transaction, sans les annexes;;

Annexe « B » – Billets à ordre; et

Annexe « C » – Certificat d'actions.

ARTICLE II OBJET ET EFFET DU PLAN

2.01 Objet

Le but de ce plan consiste à mettre en œuvre la consommation de l'accord de transaction et de régler les réclamations en cause et l'effet d'un compromis et la disposition de toutes les réclamations en cause contre les requérants d'une manière qui assure un traitement cohérent et équitable entre les créanciers visés des requérants et permet pour la répartition ordonnée de la distribution de réserve pour les créanciers visés. Les créanciers touchés par des réclamations de distribution prouvée se verront attribuer leur quote-part de la réserve de distribution. Les créanciers visés, qui se verront attribuer des biens de la réserve de distribution seront déposés dans une des fiducies qui ont été ou seront établies à la date de mise en œuvre du Plan. Le but de chacune des fiducies est de détenir, administrer et (sous réserve des modalités des actions ordinaires et les billets à ordre) réaliser les actifs affectés de la réserve de distribution détenus par chaque fiducie, pour faciliter une distribution future de l'encaisse aux bénéficiaires de chacune des fiducies.

Le plan est présenté aux créanciers visés dans l'espoir que toutes les personnes ayant un intérêt dans le requérant tireront un meilleur parti de la mise en œuvre du plan, avec le soutien du prêteur DIP et la création et le financement des fiducies créancières, qui résulterait de la faillite des requérants.

2.02 Plan sur le fonds consolidé

Le plan est présenté par les requérants pour les créanciers visés, sur une base pratiquement consolidée conformément à l'ordonnance de consolidation de fonds dans le seul but de permettre aux créanciers visés ayant éprouvés des réclamations de vote au vote sur le plan et les créanciers visés ayant des réclamations de distribution prouvée de recevoir des distributions dans le cadre du plan en conformité avec les termes des présentes.

Les créanciers visés dans le cadre du plan sur les fonds consolidés auront une réclamation aux fins de vote et la distribution contre les requérants et n'auront pas de réclamations individuelles contre chaque requérant.

2.03 Personnes visées

Le plan entrera en vigueur à la date de mise en œuvre du plan et sera liant et s'appliquera au profit des requérants, l'administration, le répondant du plan, les créanciers visés et toutes les autres personnes nommées ou visées, ou assujetties au plan, conformément à ses termes, mais, sous réserve de l'article V des présentes, car il ne concerne que les opérations prévues dans l'accord de transaction, n'affectera pas les créanciers non visés à l'égard de et dans la mesure de leurs réclamations non visées.

2.04 Réclamations non visées

Sous réserve de l'article V des présentes, car il ne concerne que les opérations prévues dans l'accord de transaction, le plan ne compromettra ou n'affectera pas les réclamations suivantes et tous les droits qui peuvent exister à l'égard de celles-ci (collectivement, les « **Réclamations non visées** ») :

- (a) Les créances garanties par les redevances de la LACC sauf à l'égard de la redevance inter-entreprises;
- (b) Réclamations de l'administration conformément à une indemnité de la part des requérants qui ne sont pas couverts par la charge des administrateurs;
- (c) toute réclamation contre le directeur qui ne peut être compromise en raison des dispositions de l'article 5.1 (2) de la LACC;
- (d) Les réclamations prioritaires du gouvernement;
- (e) Les créances garanties et
- (f) Réclamations postproduction.

ARTICLE III

CLASSIFICATION DES CRÉANCIERS ET QUESTIONS DE PROCÉDURE

3.01 Catégories de créanciers

Aux fins de délibérer et de voter sur le plan, les créanciers visés constituent une classe unique, les « **créanciers de catégorie chirographaire** ».

3.02 Procédure de réclamation

Les créanciers doivent prouver leurs réclamations, voter à l'égard du plan et recevoir des distributions prévues en vertu de et conformément au plan en conformité avec l'ordonnance sur les réclamations, l'ordonnance d'assemblée et du plan, le cas échéant.

3.03 Date limite de réclamations et date limite des réclamations de restructuration

Rien dans le plan prolonge ou doit être interprété comme prolongeant ou modifiant la date limite des réclamations ou des réclamations de restructuration, ou donne, ou ne doit être interprété comme donnant des droits à toute personne à l'égard des réclamations qui ont été interdites ou proscrites en vertu de l'ordonnance sur les réclamations, l'ordonnance d'assemblée, le plan et/ou l'ordonnance d'homologation.

3.04 Aucun vote ou distribution à l'égard des réclamations non visées

Nonobstant toute disposition contraire des présentes, aucun créancier non visé a le droit de vote ou de recevoir des distributions en vertu du plan à l'égard d'une telle réclamation non visée. Rien dans le plan ne porte atteinte aux droits des requérants et défenses à l'égard de toute réclamation non visée.

3.05 Approbation par les créanciers

Pour être approuvé par les créanciers visés, le plan doit recevoir un vote affirmatif à la majorité requise.

3.06 Réclamations inter-entreprises

Nonobstant toute disposition contraire des présentes, les requérants ne sont pas habilités à voter à l'égard du plan et ne doivent pas recevoir de distributions en vertu du plan à l'égard de toute réclamation interentreprise ou autrement.

3.07 Assemblée des créanciers

L'assemblée se tiendra conformément à l'ordonnance d'assemblée, l'ordonnance sur les réclamations et de toutes autres ordonnances de la cour.

3.08 Votes

Chaque créancier visé qui est habilité à voter à l'assemblée, en vertu et en conformité avec le décret d'assemblée, a droit à une voix égale à la valeur en dollars de ses réclamations visées déterminée comme une réclamation prouvée de vote.

3.09 Vote des réclamations non résolues

Sous réserve de l'article **3.10**, chaque créancier visé possédant une réclamation non réglée est en droit d'assister à la réunion et a droit à une voix en tant que telle à cette assemblée. Le contrôleur doit tenir un registre distinct des suffrages exprimés par les créanciers visés détenant des créances en suspens et faire rapport à la cour à cet égard à l'homologation d'un plan d'audience. Les suffrages exprimés à l'égard de toute réclamation en suspens ne sont pas comptés pour quelque fin, que si, et seulement jusqu'à ce que dans la mesure où ces réclamations non résolues sont finalement déterminées comme étant des réclamations de vote prouvées conformément à l'ordonnance sur les réclamations, l'ordonnance d'assemblée, le plan et toute autre ordonnance de la cour.

3.10 Procédure d'évaluation des réclamations de vote

La procédure de règlement des réclamations en suspens aux fins de vote doit être énoncée dans l'ordonnance sur les réclamations, l'ordonnance d'assemblée, de la LACC et du plan. Les requérants et le contrôleur doivent avoir le droit de demander l'assistance de la Cour dans l'évaluation de toute réclamation en suspens en conformité avec l'ordonnance sur les réclamations, l'ordonnance d'assemblée, de la LACC et du plan, si nécessaire, pour connaître le résultat de tout vote sur le plan.

ARTICLE IV TRAITEMENT DES CRÉANCIERS

4.01 Compromis de réclamations visées

Pour l'application du plan, les créanciers visés doivent recevoir le traitement prévu dans le plan en raison de leurs réclamations en cause et à la date de mise en œuvre du plan toutes les réclamations en cause doivent être négociées, réglées, libérées et autrement effectuées en conformité avec les termes du plan.

4.02 Créanciers non visés

Sous réserve de l'article V des présentes, car il ne concerne que les opérations prévues dans l'accord de transaction, toutes les réclamations non visées ne sont pas affectées par le plan.

4.03 Paiement des créances prioritaires du gouvernement

Le gouvernement prétend priorité doit être payée intégralement en argent par les requérants autres que les sociétés acquises à Sa Majesté chef du Canada ou la province applicable dans les six (6) mois à compter de la date de l'ordonnance d'homologation, conformément à la LACC.

4.04 Mise en oeuvre de paiement

Sous réserve des requérants ayant suffisamment d'argent disponible (le « **Paiement du montant total de mise en œuvre** ») après le remboursement de toutes sommes dues à (i) le prêteur DIP et garanties en vertu des charges aux prêteurs DIP (y compris une réserve de conclure la procédure de la LACC) et (ii) les créanciers garantis (collectivement, les « Avant-remboursements »), un paiement doit être fait par les requérants à chaque créancier visé avec une réclamation de distribution prouvée d'un montant égal au moindre de : (i) le montant total de la créance affectée de distribution éprouvée (si moins de 500,00 \$), ou (ii) 500,00 \$. Si les requérants ont une trésorerie insuffisante pour financer le montant total du paiement de la mise en œuvre en entier après avoir remboursé les avant-remboursements, le paiement de la mise en œuvre à chaque créancier visé avec une réclamation de distribution prouvée doit être réduite sur une base égale et veiller à ce que le paiement du montant total de la mise en œuvre ne dépasse pas la trésorerie à la disposition des requérants pour effectuer un tel paiement. Si la trésorerie à la disposition des requérants pour financer une réduction du paiement du montant total de la mise en œuvre aboutissait à une mise en oeuvre de paiement de moins de 100,00 \$ à chaque créancier visé avec une réclamation de distribution prouvée, les requérants ne sont pas tenus d'assumer le coût de

faire une telle distribution (la distribution effectuée en vertu du présent article 4.04, dénommé « **Mise en oeuvre de paiement** »).

4.05 Livraison de mise en oeuvre de paiement

Le paiement de la mise en oeuvre aux créanciers visés par des réclamations de distribution prouvée doit être fait par courrier ordinaire affranchi par le contrôleur comme suit :

- (a) aux adresses définies dans les preuves de réclamation déposées par un tel créancier visé conformément à l'ordonnance sur les réclamations;
- (b) le cas échéant, aux adresses figurant dans un avis écrit de changement d'adresse livré au contrôleur après la date à laquelle toute la preuve de réclamation correspondante de la demande a été déposée, à condition que cette notification soit reçue par le contrôleur au moins cinq (5) jours ouvrables avant la date de mise en oeuvre du plan, ou
- (c) le cas échéant, et dans la mesure que cela diffère de ce qui précède, à l'adresse des représentants juridiques respectifs des créanciers visés, en fiducie pour ces créanciers visés.

4.06 Distributions non réclamées

Si toute personne qui a droit à une mise en oeuvre de paiement ne peut être localisée à la date de mise en oeuvre du plan ou à tout moment par la suite, ou ne parvient pas à réclamer sa mise en oeuvre de paiement ci-dessous, alors la trésorerie doit être isolée et mise de côté par le contrôleur, au nom de cette personne. Si cette personne est localisée dans les deux (2) mois de la date de paiement de la mise en oeuvre, cet argent sera distribué à cette personne par le contrôleur. Si cette personne ne peut être localisée dans les deux (2) mois de la date de paiement de la mise en oeuvre, tout l'argent doit être ajouté à la réserve détenue par le contrôleur à l'égard des réclamations en suspens et que cette personne est considérée comme avoir résilié sa réclamation à la trésorerie et cette partie de la réclamation des créanciers visés doit être libérée et à jamais close. Aucune information contenue dans le plan n'est soumise au contrôleur pour prendre des mesures afin de localiser n'importe quel créancier visé.

Si aucun paiement de mise en oeuvre n'est pas négocié ou déposé par des créanciers visés dans les délais autorisés par les règles de l'Association canadienne des paiements ou d'autres règles de compensation applicables aux comptes bancaires canadiens, tel que l'item devient périmé ou ne peut pas être négocié, le requérant n'est sous aucune obligation d'émettre à nouveau une mise en oeuvre de paiement de ce créancier visé. Dans un tel cas, le créancier visé est réputé avoir rendu public son intérêt pour le paiement de la mise en oeuvre, et le montant de la distribution de ce créancier visé doit être remis aux Fiducies créancières.

4.07 Allocation de distribution des réserves aux créanciers visés et de livraison aux fiducies

À la date de la mise en oeuvre du Plan, le contrôleur, après avoir établi la réserve comme prévu à l'article **4.09 (2)** aux présentes, attribuera à chaque créancier visé dans la catégorie de créanciers

chirographaires avec une réclamation de distribution prouvée de son pro rata de l'actif de la distribution des réserves, à la satisfaction complète et définitive, transigée, résolution, libération et décharge pour chaque réclamation de distribution prouvée. Les requérants, en consultation avec le contrôleur, remet les biens visés de la réserve de distribution à l'égard des créanciers visés par des réclamations de distribution prouvées dans la classe créancier non garantie de la manière prévue au paragraphe **4.08** aux présentes comme suit :

- (a) à l'égard de la réclamation NB Hours à la Fiducie NB Hours;
- (b) à l'égard de la réclamation des salariés NB à la Fiducie des salariés NB et
- (c) à l'égard de toutes les autres réclamations de distribution prouvée aux fiducies créancières conformément aux termes de l'ordonnance de Fiducie et l'entente de fiducie créancière sous sa forme proposée à être confirmée en cela.

4.08 Livraison des actifs alloués à la réserve de distribution pour les fiducies

À la date de la mise en œuvre du Plan, après avoir été informé par le contrôleur, de l'allocation de la réserve de distribution parmi les fiducies NB Hourly, la fiducie des salariés NB et les Fiducies créancières comme prévu au paragraphe 4.07 aux présentes, et fixant le montant de la réserve tel que prévu par Section 4.09 aux présentes, les requérants devront inciter Twin Rivers à échanger les certificats d'actions et les billets à ordre pour des certificats d'actions et des billets à ordre au montant de l'allocation au nom de l'administrateur pour chacune des fiducies c'est-à-dire la fiducie NB Hours, la fiducie des salariés NB et les fiducies créancières au profit des bénéficiaires de ces fiducies et au montant de la réserve au nom des requérants. À la date de détermination finale, après avoir été informé par le contrôleur de l'allocation de la réserve entre la Fiducie NB Hourly, la fiducie des salariés NB et les Fiducies créancières, les requérants doivent inciter Twin Rivers à échanger les certificats d'actions et les billets à ordre à l'égard de la Réserve pour des certificats d'actions et des billets à ordre au montant de l'allocation au nom de l'administrateur pour chacune des Fiducies NB Hourly, la Fiducie des salariés NB et les Fiducies créancières au profit des bénéficiaires des fiducies.

4.09 Réclamations non réglées

(1) Un créancier titulaire d'une réclamation en suspens ne sera pas en droit de recevoir une allocation, la livraison ou la distribution en vertu du plan à l'égard de celle-ci à moins que et jusqu'à ce que la réclamation en suspens devienne une réclamation de distribution prouvée.

(2) Dans le cas de toute réclamation qui est une réclamation non réglée à la date de mise en œuvre du plan, les requérants et le contrôleur à la fois agissant de manière raisonnable (et sous réserve de leurs droits à demander des directives à la cour), créeront une réserve à ces réclamations non résolues de la réserve de distribution de trésorerie pour la mise en œuvre de paiement (**la « réserve »**). Les requérants et le contrôleur doivent continuer à tenir la réserve au bénéfice des créanciers visés finalement décidés à avoir des réclamations de distribution prouvée à la date de la décision définitive.

(3) Si une réclamation non réglée est finalement rejetée en totalité ou en partie en conformité avec l'ordonnance sur les réclamations après la date de mise en œuvre du plan, une partie de la réserve à l'égard d'une telle réclamation en suspens sera disponible pour attribution aux créanciers visés par la réclamation de distribution prouvée en faisant une nouvelle attribution aux créanciers visés par des réclamations de distribution prouvée conformément à l'article **4.07** aux présentes de leur quote-part de la réserve de distribution de la partie de la réserve pour réclamations non réglées à la date de détermination finale et de les livrer aux fiducies conformément à l'article **4.08** aux présentes.

(4) À la date finale de détermination, le Contrôleur (i) attribuera à des créanciers visés par des réclamations en suspens qui deviennent des réclamations de distribution prouvée, leur quote-part du fonds de distribution de la réserve et de le livrer aux Fiducies créancières, conformément aux Sections 4.08 aux présentes (ii) payer la mise en oeuvre de paiement de ces créanciers visés, et (iii) remettre en espèces le restant de la réserve aux Fiducies créancières.

4.10 Exigences de retenue à la source

Dans le cadre du plan, toute mise en oeuvre de paiement effectué en vertu des présentes par les requérants ou le contrôleur doit être nette de toutes taxes applicables. Nonobstant toute autre disposition du plan, chaque créancier visé qui doit recevoir une mise en oeuvre de paiement conformément au plan a l'unique et exclusive responsabilité de satisfaire le paiement des obligations fiscales imposées par tout organisme gouvernemental (y compris les revenus, la retenue d'impôt et d'autres obligations au titre de cette distribution). Les requérants et le contrôleur, le cas échéant, doivent être autorisés à prendre toutes les mesures qui peuvent être nécessaires ou appropriées pour se conformer à cette retenue et déclaration. Tous les montants retenus à titre d'impôts doivent être traités à tous égards comme ayant été versés au créancier visé à l'égard duquel la retenue a été faite, à condition que ces montants retenus soient remis à l'autorité gouvernementale compétente.

ARTICLE V ACCORD DE TRANSACTION

5.01 Incorporation de l'accord de transaction

Le plan doit être mis en œuvre, et toutes les ordonnances de la cour et autres actions relatives à ce plan doivent être faites ou prises, en liaison avec la mise en œuvre des opérations prévues par l'accord de transaction. Le plan est réputé incorporer les conditions de l'accord de transaction en ce qui concerne les requérants et leurs réclamations respectives : (A) les biens, actifs, et les entreprises, et (b) les dettes, obligations, créances et responsabilités de quelque nature que ce soit.

5.02 Propriété incluse

Pour plus de certitude, et nonobstant toute autre disposition du plan, sur la mise en œuvre du plan et de l'accord de transaction tous les droits, titres et intérêts relatifs à : (A) les biens compris

doivent être détenus par et être dévolus aux sociétés acquises, et (b) les participations de FPHI sont transférées et dévolues au promoteur du plan, dans chaque cas, libre de toutes les charges, privilèges et engagements que ce soit.

5.03 Maintien des obligations & libération

Pour plus de certitude, et nonobstant toute autre disposition du plan, sur la mise en œuvre du plan et de l'accord de transaction : (a) les sociétés acquises n'auront pas de dettes, obligations, créances ou engagements quelconques autres que les obligations permanentes, et (b) tous les dettes, obligations, créances ou engagements de la société acquis autres que les obligations permanentes, quelle que soit la manière encourue, ou produite seront réputées avoir été libérées, renoncées, éteintes et toujours défendues contre les sociétés acquises, le répondant du plan, et les sociétés affiliées au commanditaire du plan (tel que défini dans l'accord de transaction).

ARTICLE VI

ORDONNANCE D'HOMOLOGATION ET ORDONNANCE DE DÉVOLUTION

6.01 Demande d'ordonnance d'homologation et ordonnance de dévolution

Une motion est présentée par les requérants sollicitant l'ordonnance d'homologation et l'ordonnance de dévolution qui doivent être entendues par la cour dès que raisonnablement possible après l'approbation du plan par la majorité requise des créanciers visés.

6.02 Effet de l'ordonnance d'homologation et ordonnance de dévolution

En plus d'approuver et de sanctionner le plan, et sous réserve de la discrétion de la cour, l'ordonnance d'homologation et ordonnance de dévolution doivent, entre autres choses et sans limite :

- (a) déclarer que (i) le plan a été approuvé par la majorité requise des créanciers visés conformément à la LACC; (ii) les requérants se sont conformés aux dispositions de la LACC et les ordonnances rendues dans les procédures de la LACC, à tous égards; (iii), la cour est convaincue que les requérants n'ont pas fait, ni tenté de faire tout ce qui n'est pas autorisé par la LACC, et (iv) le plan et les transactions envisagées de ce fait sont justes et raisonnables;
- (b) diriger et autoriser les requérants et le contrôleur à remplir les obligations en vertu du plan, y compris pour effectuer les transactions et les distributions envisagées en vertu du plan libre et clair de toutes réclamations;
- (c) confirmer l'effet de l'ordonnance sur les réclamations, y compris, sans s'y limiter, l'effet de la date des réclamations, des réclamations liées à la restructuration et la date de presse, les injonctions et les interdictions prévues qui en découlent;
- (d) confirmer l'effet de l'ordonnance d'assemblée;
- (e) à compter de la date de mise en œuvre du plan, de façon permanente, supporter toutes les réclamations et déclarer que le compromis réalisé par les présentes est approuvé,

liant et efficace tel qu'énoncé pour tous les créanciers et autres personnes visées par le plan;

- (f) à compter de la date de mise en œuvre du plan, déclarer que les compromis, les rejets et les injonctions effectués aux présentes sont approuvés, liants et effectifs à compter de la date de mise en œuvre du plan pour tous les créanciers visés et toutes les autres personnes visées par le plan et entrera en vigueur à l'avantage des requérants, l'administration, le répondant du plan, le contrôleur et toutes les personnes visées par le plan;
- (g) continuer la suspension des procédures en vertu de l'ordonnance initiale jusqu'à ce que la procédure de la LACC est terminée par ordonnance de la cour;
- (h) à compter de la date de la mise en œuvre du plan, déclarer que chacune des charges et des réclamations non visées ne doivent pas être résiliées, annulées et libérées contre des actions FPHI, les sociétés acquises et propriétés incluses;
- (i) à compter de la date de mise en œuvre du plan, déclarer que tous les droits, titres et intérêts des requérants et dans les actions FPHI sont dévolus au promoteur du plan clairs et libres de toutes charges;
- (j) à compter de la date de mise en œuvre du plan, déclarer que tous les droits, titres et intérêts des requérants (autres que les sociétés acquises) et dans les propriétés incluses sont dévolus aux sociétés acquises, clairs et libres de toutes charges (autres que les charges autorisées);
- (k) à compter de la date de mise en œuvre du plan, décharger et décréter l'extinction de toutes charges (autres que les charges autorisées) sur les sociétés acquises et les biens inclus;
- (l) sous réserve de l'article 5.1 (2) de la LACC, à compter de la date de mise en œuvre du plan, suspendre toutes les étapes ou les procédures, y compris, sans limitation, les ordonnances administratives, les déclarations ou les évaluations, intentées, prises ou à procéder à l'encontre des administrateurs sauf pour la suspension des procédures, et la libération de la direction de toute responsabilité découlant de leurs fonctions d'administrateur et/ou dirigeant d'un des requérants;
- (m) confirmer les libérations visées au paragraphe **9.01** du plan;
- (n) à compter de la date de mise en œuvre du plan, de manière permanente interdire le commencement ou la poursuite, soit directement, par dérivation ou autrement, de toutes demandes, réclamations, actions, demandes reconventionnelles, poursuites, jugements, ou d'autres recours ou de récupération à l'égard de toute dette, responsabilité, obligation ou cause d'action dérogée, rejetée ou résiliée en vertu du plan;

- (o) confirmer que le contrôleur et les requérants conseillers continuent de bénéficier des frais d'administration et les directeurs doivent continuer à bénéficier des charges de l'administration, comme prévu dans l'ordonnance initiale jusqu'à ce que les procédures de la LACC soient révoquées et toutes obligations garanties par ces faits sont payées en totalité; et
- (p) à compter de la date de mise en œuvre du plan, la libération des charges intersociété et les charges du prêteur DIP et, sauf contre les actions FPHL et les sociétés acquises, de poursuivre la charge d'administration et des administrateurs jusqu'à ce que les procédures de la LACC soient terminées et toutes les obligations garanties ont été versées en totalité.

ARTICLE VII CONDITIONS PRÉALABLES

7.01 Conditions préalables à la mise en œuvre du plan

La mise en œuvre du plan est subordonnée à l'accomplissement, la satisfaction ou la renonciation par les requérants, le promoteur du plan et les prêteurs DIP, le cas échéant, des conditions suivantes au plus tard à la date de mise en œuvre du plan mise en œuvre du plan :

- (a) le plan étant approuvé par la majorité requise;
- (b) les modalités du plan étant acceptables pour le répondant du plan;
- (c) l'ordonnance d'homologation et ordonnance de dévolution étant délivré par la cour au plus tard le 10 février 2011, ou à toute date ultérieure qui peut être convenue par les requérants et le contrôleur;
- (d) l'ordonnance d'homologation et l'ordonnance de vente américaine délivrées par la cour au plus tard le 11 février 2011 ou à toute date ultérieure qui peut être convenue par les requérants et le contrôleur;
- (e) tous les délais de recours applicables à l'égard de l'ordonnance d'homologation, l'ordonnance de reconnaissance de l'homologation, l'ordonnance de dévolution et l'ordonnance de vente américaine ayant expiré et aucun appel depuis n'a été définitivement jugé par le tribunal d'appel applicable;
- (f) les opérations, événements et actions envisagées en vertu de l'accord de transaction ayant été accomplis et les requérants et le promoteur du plan étant en conformité avec l'ensemble de leurs obligations et accords en vertu de l'accord de transaction, le plan, l'ordonnance d'homologation, l'ordonnance de reconnaissance d'homologation, l'ordonnance de vente américaine;
- (g) des dispositions satisfaisantes pour les requérants et le prêteur DIP ayant été faites pour le remboursement de tous les montants déposés en vertu de la charge du prêteur DIP;

- (h) la résolution des créances garanties en des termes acceptables pour les requérants et le contrôleur ou en vertu d'une ordonnance de la cour;
- (i) l'émission de billets à ordre de remplacement et de la résolution et la libération de la retenue conformément à l'APP Twin Rivers;
- (j) la création et le financement des fiducies créancières à détenir les billets à ordre et les actions ordinaires au bénéfice des créanciers visés par des réclamations de distribution prouvée (sauf à l'égard de la réclamation NB Hourly et la réclamation des salariés NB) à compter de et après la date de mise en œuvre du plan visée sous l'Ordonnance de Fiducie, et
- (k) l'exécution des libérations à la satisfaction du requérant et l'administration par les administrateurs des régimes de retraite terminés, le surintendant des pensions du Nouveau-Brunswick et la Régie des rentes du Québec.
- (l) Toutes les personnes visées ayant signé, remis et déposé tous les documents et autres instruments et les requérants ayant obtenu tous les consentements et autorisations qui, de l'avis des requérants, agissant raisonnablement, sont nécessaires pour appliquer les dispositions du plan.

7.02 Renonciation

Toute renonciation aux conditions du paragraphe **7.01** des présentes susceptibles d'être levées doivent être écrites par les requérants, le promoteur du plan ou du prêteur DIP, le cas échéant.

7.03 Certificat du contrôleur

Après avoir été informé par les requérants et le promoteur du plan que les conditions énoncées au paragraphe **7.01** des présentes ont été satisfaites ou levées, le contrôleur doit déposer auprès de la Cour un certificat qui indique que toutes les conditions préalablement énoncées au paragraphe **7.01** du plan ont été satisfaites ou levées.

ARTICLE VIII EFFET DU PLAN

8.01 Effet général du plan

Le plan (y compris, sans limitation, les libérations et les injonctions contenues dans le plan), après avoir été sanctionné et approuvé par la cour conformément à l'ordonnance d'homologation et que l'ordonnance d'homologation étant reconnu par la cour des États-Unis en vertu de l'ordonnance de reconnaissance d'homologation, doit être liant à compter de la date de mise en œuvre du plan sur toutes les personnes quelle que soit la juridiction dans laquelle ces personnes résident ou dans laquelle les réclamations ont été soumises, et constituées :

- (a) un règlement complet, définitif et absolu de tous les droits des détenteurs de toutes les réclamations et

- (b) une libération absolue et la décharge de toutes les dettes, engagements et obligations des requérants ou à l'égard des réclamations.

8.02 Consentements, renonciations et accords

à compter de la date de mise en œuvre du plan, chaque créancier visé est réputé avoir consenti et avoir accepté toutes les dispositions du plan dans son intégralité. En particulier, chaque créancier visé est réputé :

- (a) avoir signé et remis au contrôleur et les requérants tous les consentements, les communiqués, les cessions et les renonciations, légaux ou autres, nécessaires pour mettre en œuvre la réalisation du plan dans son intégralité, et
- (b) avoir renoncé à tous les défauts qui existaient alors ou précédemment engagés par les requérants dans une alliance, garantie, représentation, expression, disposition, condition ou obligation, explicite ou implicite, dans tout contrat, convention, une hypothèque, un accord de sécurité, d'un acte, acte de fiducie, accord de prêt, lettre d'engagement, contrat de vente, bail ou autre entente, écrite ou orale et toutes les modifications ou compléments y afférents, conclu entre ces créanciers visés et les requérants et tous les avis de défaut et de demandes de paiement au titre instrument, y compris, sans limitation, toute garantie, est réputée avoir été annulée.

ARTICLE IX LIBÉRATIONS ET INJONCTIONS

9.01 Libération et les parties libérées

Pour de bonnes et valable considération, y compris, sans limitation, le règlement par les requérants des Fiducies créancières et les distributions à effectuer aux termes du plan, chaque personne, (que cette personne soit ou non un créancier), et sauf pour les créanciers non-visés à l'égard de leurs réclamations non-visées (sauf en ce qui concerne les propriétés comprises ou les sociétés acquises en vertu de l'accord de transaction), au nom propre de la personne et au nom de ses sociétés affiliées respectives de la personne, actuels et anciens dirigeants, administrateurs, employés, personnes associées, des vérificateurs, des bénéficiaires, des conseillers financiers, des conseillers juridiques, d'autres professionnels, des cautions, des assureurs, des indemnités, des agents, des ayants droit, des héritiers, des représentants et des ayants droit, le cas échéant, par les présentes pleinement, définitivement, irrévocablement et inconditionnellement libère et décharge pour toujours chacun des requérants, l'administration, le contrôleur, le promoteur du plan et le prêteur DIP, le procureur représentant et tous les membres actuels et anciens de tous les comités de retraite avec chacun de leurs affiliés respectifs, anciens et actuels représentants légaux, administrateurs, dirigeants, prédécesseurs, héritiers, conjoints, personnes à charge, administrateurs, exécuteurs testamentaires, filiales, sociétés affiliées, sociétés liées, sociétés membres, partenaires, actionnaires, employés, avocats, procureurs, commissaires aux comptes, entrepreneurs, actuaire, tiers administrateurs, consultants, conseillers financiers, fonctionnaires, agents et ayants droit (collectivement, les « **parties exonérées** » et individuellement une « **Partie libérée** »), de toutes les réclamations et toutes les réclamations y compris, sans limitation, toutes

les réclamations à l'égard des obligations légales d'administration et toute prétendue fiduciaire (agissant soit comme agent, directeur, membre du Comité de retraite ou intérim à quelque titre que ce soit dans le cadre de l'administration de régimes de retraite terminés ou de tout autres plans de pension ou prestation ou des fiducies des demandeurs) passées, présentes et futures, droits, intérêts, actions, droits de l'indemnité, passif, demandes, droits, blessures, dommages, dépenses, rémunérations (y compris les honoraires d'avocats et les privilèges), frais, indemnités, ou les causes de l'action de quelque nature que ce soit si prévus ou imprévus, connus ou inconnus, affirmés ou non-affirmés, éventuels ou réels, réglés ou non réglés, que ce soit en matière délictuelle ou contractuelle, soit de nature législative, en droit commun ou en équité, sur la base, en relation avec, découlant de, ou de quelque façon lié à, en tout ou en partie, directement ou indirectement, tout acte, inaction ou omission existant ou en cours au plus tard à la date de mise en œuvre du plan relatif à ou en rapport avec les requérants, y compris, sans s'y limiter, les activités et les opérations des requérants, la propriété des requérants, la procédure de la LACC, les procédures du chapitre 15, tous les régimes de retraite administrés par les requérants, y compris les plans de retraite terminés, ou à l'égard de laquelle les parties ont eu un rôle quelconque, que ce soit en leur qualité d'administrateur ou à tout autre titre, y compris à titre ou au nom des administrateurs des régimes de retraite terminés et tous autres avantages sociaux ou d'épargne-retraite, y compris, sans limitation des avantages postérieurs à l'emploi et de fiduciaires de la fiducie de santé et du bien-être, et tous les accords avec le prêteur DIP (collectivement, les «**Demandes d'indemnisation**»), et chaque personne ne doit pas faire ou continuer toute action ou procédure que ce soit sur la base, en relation avec, découlant de, ou en aucune manière liée, en tout ou en partie, directement ou indirectement, la substance des faits donnant lieu à toute matière ici libérée (y compris, sans limitation, toute action, demande reconventionnelle, demande entre défendeurs, l'action de tiers ou de l'application) contre toute personne qui demande ou pourrait raisonnablement s'attendre à la réclamation d'une manière ou d'une instance contre une ou plusieurs des parties libérées, y compris, sans limitation, par voie de contribution ou d'indemnité, en droit commun, en équité, abus de confiance ou manquement à une obligation fiduciaire ou en vertu des dispositions de toute loi ou règlement, et que dans le cas où l'une des parties libérées est ajoutée à une telle réclamation ou procédure, il mettra immédiatement fin à toute réclamation ou procédure. Nonobstant ce qui précède, rien aux présentes ne soustrait une partie libérée de ses obligations, le cas échéant, en vertu du plan. Ce paragraphe **9.01** ne libère aucune des (i) réclamations non visées, ou (ii) toute réclamation visée à l'article **5.1 (2)** de la LACC ou (iii) toute réclamation contre toute firme actuarielle ou le gardien de dossiers/tiers administrateur affilié tel un cabinet actuariel, si tel cabinet fonctionne comme un partenariat, une société en commandite ou une corporation (qui, pour plus de certitude, ne doit pas comprendre les « Parties Libérées ») de la fin des régimes de retraite (les « Parties Non Libérées ») uniquement pour la responsabilité solidaire pour contribution de la partie des Non Libérés de toute perte ou de dommages-intérêts (ces questions incluses dans les sous-alinéas (i), (ii) et (iii) étant collectivement appelés ci-après les « Réclamations Non Libérées »). Pour plus de certitude et nonobstant toute autre disposition ci-après, toute Réclamation Non Libérée qui peut être invoqué par une personne contre toute Partie Non Libérée expressément exclut tout droit de cette partie non libérée de revendiquer sur, réclamer ou autrement faire valoir ou de poursuivre tout droit ou toute demande contre aucune des Parties Libérées en tout temps, qui sont libérées par les présentes..

9.02 Injonction

Toutes les personnes, ainsi que leurs sociétés affiliées, dirigeants, anciens et actuels, administrateurs, employés, personnes associées, les vérificateurs, conseillers financiers, conseillers juridiques, autres professionnels, cautions, assureurs, indemnités, agents, ayants droit, héritiers, représentants et ayants droit, le cas échéant, sont en permanence et pour toujours défendus, close, est resté et a enjoint, à compter de la date de mise en œuvre du plan, à l'égard des réclamations quittancées, à partir de :

- (a) commençant, menant ou continuant de toute manière, directement ou indirectement, toute action, poursuite, réclamation ou autre procédure de quelque nature que ce soit (y compris, sans limitation, toute procédure dans une instance judiciaire, arbitrale, administrative ou autre) contre la partie libérée;
- (b) l'application, la perception, la fixation, la collecte ou la récupération ou l'exécution de toute manière ou moyen, directement ou indirectement, tout jugement, sentence, décret ou ordonnance contre les parties libérées ou leurs biens;
- (c) débutant, menant ou continuant de toute manière, directement ou indirectement, toute action, poursuite ou exigence, y compris, sans limitation, par voie de cotisation ou d'indemnité ou de réparation, droit commun ou en équité, abus de confiance ou manquement à une obligation fiduciaire ou en vertu des dispositions de toute loi ou tout règlement, ou autre procédure de quelque nature que ce soit (y compris, sans limitation, toute procédure dans une instance judiciaire, arbitrale, administrative, réglementaire ou autre) contre toute personne qui fait une telle demande ou pourrait raisonnablement s'attendre à faire une telle affirmation de quelque manière ou forum, contre un ou plusieurs des parties libérées;
- (d) créer, perfectionner, affirmer ou autrement exécuter, directement ou indirectement, tout privilège ou charge de quelque nature; ou
- (e) prendre toutes mesures pour interférer avec la mise en œuvre ou la consommation du plan, l'Entente de Transaction ou des droits en vertu de la fiducie.

Cette section **9.02** ne s'applique pas aux réclamations non libérées à l'exécution de toutes obligations en vertu du plan. Pour plus de certitude et nonobstant toute autre disposition ci-après, toute Réclamation Non Libérée qui peut être invoqué par une personne contre toute Partie Non Libérée expressément exclut tout droit de cette partie non libérée de revendiquer sur, réclamer ou autrement faire valoir ou de poursuivre tout droit ou toute demande contre aucune des Parties Libérées en tout temps, qui sont toutes ici enjointes.

9.03 Exclusion à la libération et l'injonction

Pour plus de certitude : (i) rien dans le plan ne doit libérer, interdire ou compromettre les Réclamations Non Libérées; et (ii) toute Réclamations Non Libérées qui qui peut être invoqué

par une personne contre toute Partie Non Libérée expressément exclut tout droit de cette partie non libérée de revendiquer sur, réclamer ou autrement faire valoir ou de poursuivre tout droit ou toute demande contre aucune des Parties Libérées en tout temps.

9.04 Réclamations interentreprises

Pour plus de certitude et pour une contrepartie de valeur, y compris, sans limitation, les termes du plan et de la libération de toutes les réclamations contre les requérants, chacun des requérants a accepté et sera réputé avoir accepté que, sous réserve que sur la mise en œuvre du plan à la date de mise en œuvre du plan :

- (a) il ne doit pas prouver, ni voter, ni recevoir une distribution en vertu du plan en raison de ses réclamations interentreprises, le cas échéant
- (b) Les réclamations interentreprises, le cas échéant, sont pleinement, définitivement, irrévocablement et inconditionnellement abandonnées et libérées et chacun des autres requérants est entièrement et définitivement libéré, abandonné et libéré de toute responsabilité relativement à ces réclamations interentreprises.

ARTICLE X MODIFICATION OU TERMINAISON D'UN PLAN

10.01 Modification du plan

Avant et pendant l'assemblée, les requérants, en consultation avec le contrôleur, peuvent à tout moment et de temps à autre (sous réserve de l'approbation du promoteur du plan) amender, modifier et/ou compléter le plan d'un instrument écrit, et le contrôleur doit afficher une telle modification sur le site Web. Les requérants donneront un avis raisonnable par écrit à tous les créanciers visés présents à l'assemblée les détails d'un tel amendement avant le vote pris pour approuver le plan.

Suite à l'ordonnance d'homologation, toute modification ou tout complément au plan peut être fait par les requérants dans un instrument écrit avec le consentement du contrôleur et le promoteur du plan ou approuvé par la cour à condition qu'il concerne un sujet qui, de l'avis des requérants, le contrôleur et le promoteur du plan, chacun agissant raisonnablement, est de nature administrative nécessaire pour mieux donner effet à la mise en œuvre du plan et de l'ordonnance d'homologation et n'est pas néfaste ou préjudiciable aux intérêts financiers ou économiques des créanciers visés. Le contrôleur doit afficher une telle modification sur le site Web et les requérants doivent déposer la modification du plan auprès de la cour, mais aucun droit de vote supplémentaire des créanciers visés ne sera nécessaire pour donner effet à cette modification du plan.

Tout plan amendé, modifié, complémentaire ou plan de compromis ou d'arrangement déposé auprès de la cour et, si nécessaire par la présente section, approuvé par la cour, est, à toutes fins utiles, réputé être une partie de, et être intégré au plan..

10.02 Terminaison du plan

À tout moment avant la date de mise en œuvre du plan, les requérants peuvent, sous réserve d'une autre ordonnance de la cour, décider de ne pas procéder au plan nonobstant toute approbation préalable donnée à l'assemblée ou l'obtention de l'ordonnance d'homologation.

Si les conditions préalables à la mise en œuvre du plan ne sont pas satisfaites ou levées, si les requérants décident de ne pas procéder avec le plan, ou si l'ordonnance d'homologation n'est pas émise par la cour : (a) le plan est nul et caduque à tous égards; (b) tout document ou accord passé en vertu du plan est réputé nul et non avenue, et (c) rien dans le plan, et aucun acte accompli en préparation de la consommation du plan, doit constituer ou être considéré comme constituant une renonciation ou libération de toute réclamation ou toute défense à cela par ou contre l'un des requérants ou de toutes autres personnes.

ARTICLE XI DISPOSITIONS GÉNÉRALES

11.01 Divisibilité des dispositions du plan

Si, avant la date de mise en œuvre du plan, toute modalité ou disposition de ce plan est jugée par la cour comme étant invalide, nulle ou inapplicable, la cour, à la demande des requérants, peut : (A) disjoindre ce terme ou cette disposition du restant du plan et fournir aux requérants la possibilité de procéder à la mise en œuvre de la balance du plan en date et avec effet à partir de la date de mise en œuvre du plan, ou (b) modifier ou interpréter ce terme ou cette disposition pour la rendre valide et exécutoire dans la mesure du possible, compatible avec le but originel du terme ou d'une disposition jugée invalide, nulle ou inapplicable, et ce terme ou cette disposition sera alors applicable comme modifié ou interprété. Malgré toute cette séparation, détention, modification ou interprétation, et pourvu que les requérants procèdent à la mise en œuvre du plan, le reste des termes et dispositions du plan demeurent en vigueur et ne doivent en aucun cas être affectés, altérés ou invalidés par une telle séparation, détention, modification ou interprétation. Nonobstant ce qui précède, aucune séparation telle, la modification ou l'interprétation des réclamations ne doivent porter atteinte aux réclamations non visées.

11.02 Conseils et directives

Les requérants et le contrôleur ont chacun le droit de temps à autre de s'adresser à la cour pour obtenir des conseils et des directives concernant la mise en œuvre, l'exploitation et l'administration du plan.

11.03 Prépondérance

À compter de la date de la mise en œuvre du plan, tout conflit entre le plan et les engagements, les garanties, les représentations, les termes, les conditions, les dispositions ou les obligations, expresses ou implicites, de tout contrat, document de crédit, contrat de vente, par les règlements administratifs des requérants, bail ou autre entente, écrite ou orale et toutes les modifications ou compléments existants entre un ou plusieurs des créanciers et les requérants à la date de mise en

œuvre seront considérés comme régis par les termes, conditions et dispositions du plan et de l'ordonnance d'homologation, qui doit avoir préséance et priorité.

11.04 Responsabilités du contrôleur

Le contrôleur agit uniquement en sa qualité de contrôleur aux procédures de la LACC et ne peut être tenu responsable de toutes les obligations qui en découlent pour les requérants. Le contrôleur doit avoir les pouvoirs et la protection accordés par le plan, la LACC et par une ordonnance de la cour dans les procédures de la LACC, y compris l'ordonnance initiale, l'ordonnance sur les réclamations, l'ordonnance d'assemblée l'ordonnance d'homologation.

11.05 Dispositions déterminatives

Dans le plan, les dispositions déterminatives ne sont pas réfutables et sont concluantes et irrévocables.

11.06 Avis

Tout avis ou communication qui doit être livré en vertu des présentes doit être écrit et doit indiquer le plan et peut, sous réserve des dispositions qui suivent, être fait ou remis en mains propres, par courrier ou par télécopie adressés aux parties respectives comme suit :

(i) si aux requérants :

Fraser Papers Inc.
Boite 762, bureau 200
Brookfield Place, 181 Bay Street
Toronto, ON M5J 2T4

Au soin de : Glen McMillan, CRO
Télécopieur : (416) 359-8606

avec une copie à :

Thornton Grout Finnigan LLP
Suite 3200, Tour du Canadien Pacifique,
100 rue Wellington Ouest, B.P. 329
Centre Toronto Dominion
Toronto, ON M5K 1K7

Au soin de : D.J. Miller
Télécopieur : 416-304-1313

(ii) si au contrôleur :

PricewaterhouseCoopers Inc.
Tour Royal Trust

20e étage, 77 rue King Ouest
Toronto, ON M5K 1G8

Au soin de : John McKenna
Télécopieur : (416) 941-8378

avec une copie à :

Goodmans LLP
333 rue Bay, bureau 3400
Toronto ON M5H 2S7

Au soin de : Robert Chadwick
Télécopieur : (416) 979-1234

ou à telle autre adresse que toute partie peut de temps à autre en informer les autres conformément à la présente section. Tous les avis et communications qui sont remis en mains propres sont réputés avoir été reçus à la date de livraison, à condition que ce jour soit un jour ouvrable. Les notifications et communications qui sont transmises par télécopieur sont réputées avoir été reçues à la date télécopiée si elles sont envoyées avant 17 heures un jour ouvrable et autrement sont réputées être reçues le jour ouvrable suivant la date à laquelle la télécopie a été envoyée. Toute notification ou autre communication envoyée par la poste est réputé avoir été reçue le cinquième jour ouvrable après la date d'envoi si elle est envoyée au Canada et le neuvième jour ouvrable après la date d'envoi par la poste si envoyée à l'extérieur du Canada. L'omission involontaire par les requérants à donner un avis ci-après visé n'invalide pas les mesures prises par toute personne conformément au plan.

11.07 Successeurs et ayants droit

Les droits, avantages et obligations de toute personne nommée ou visée dans le plan sont liants à, et seront transmis au bénéficiaire de, tout héritier, exécuteur testamentaire, fiduciaire, administrateur, successeur ou ayant droit de cette personne.

11.08 Assurances supplémentaires

Nonobstant le fait que les transactions et les événements prévus dans le plan soient réputés avoir été effectués sans aucun acte supplémentaire ou autre formalité que celle énoncée aux présentes, chacune des personnes visées par les présentes, doit agir, faire et exécuter ou faire faire, fait ou signé tous autres actes, certificats, accords, transferts, assurances, instruments, documents ou décharges qui peuvent être raisonnablement exigés par les requérants afin de mettre en œuvre et de donner effet au plan.

11.09 Droit applicable

Le plan est régi et interprété conformément aux lois de la province de l'Ontario et lois fédérales du Canada qui s'y appliquent. En cas de litige ou de problème dans le cadre de, ou lié à,

l'interprétation, l'application ou l'effet du plan, une telle dispute ou un tel différend doit être soumis à la compétence exclusive de la cour.

Daté à **Toronto, Ontario**, ce **27e** jour de janvier, 2011.

Schedule "A" – Transaction Agreement, without schedules

TRANSACTION AGREEMENT

BY AND AMONG

**FRASER PAPERS INC., FRASER PAPERS LIMITED, FPS CANADA INC., FRASER
PAPERS HOLDINGS INC., FRASER TIMBER LIMITED AND FRASER N.H. LLC**

As the Vendors and Plan Proponents

AND

THE PLAN SPONSOR, AS HEREIN DEFINED

As the Purchaser and Plan Sponsor

DATED AS OF NOVEMBER 25, 2010

TRANSACTION AGREEMENT

TRANSACTION AGREEMENT, dated as of November 25, 2010 (the "Effective Date") by and among Fraser Papers Inc. ("FPI"), a corporation incorporated under the federal laws of Canada, Fraser Papers Limited ("Fraser Madawaska"), a corporation incorporated under the laws of the State of Maine, FPS Canada Inc., a corporation incorporated under the federal laws of Canada ("FPS Canada"), Fraser Papers Holdings Inc. ("FPHI"), a corporation incorporated under the laws of the State of Delaware, Fraser Timber Limited ("FTL"), a corporation incorporated under the laws of the State of Maine, and Fraser N.H. LLC ("FNHL"), a limited liability company formed under the laws of the State of Delaware (collectively, the "Vendors") and Brookfield Asset Management Inc., a corporation amalgamated under the laws of the Province of Ontario.

RECITALS:

WHEREAS, on June 18, 2009, the Vendors commenced proceedings (the "CCAA Proceedings") in the Ontario Superior Court of Justice (Commercial List) (the "Canadian Court") under the *Companies' Creditors Arrangement Act* (Canada), R.S.C. 1985, c.C-36, as amended (the "CCAA"), pursuant to which, *inter alia*, PricewaterhouseCoopers Inc. was appointed as monitor (the "Monitor");

AND WHEREAS, on June 19, 2009, the Vendors sought and obtained recognition and provisional relief in an ancillary proceeding (the "Bankruptcy Case") pursuant to Chapter 15 of Title 11 of the *United States Code* 11 U.S.C. §§ 101-1532C, as amended (the "Bankruptcy Code") in the United States Bankruptcy Court for the District of Delaware (the "Bankruptcy Court");

AND WHEREAS, the Vendors desire to propose a plan of arrangement or compromise on a substantively consolidated basis in the CCAA Proceedings, to be recognized and ratified in the Bankruptcy Case;

AND WHEREAS, in conjunction with their proposed plan of arrangement or compromise, the Vendors wish to sell to the Plan Sponsor all of the FPHI Shares (as hereinafter defined) on the basis that the Purchased Companies (as hereinafter defined) will at Closing (as hereinafter defined) hold all right, title and interest in the Included Property (as hereinafter defined) and will have no Liabilities (as hereinafter defined) other than the Continuing Obligations (as hereinafter defined), and on the other terms and conditions of this Agreement;

AND WHEREAS, the Plan Sponsor wishes to purchase from the Vendors all of the FPHI Shares on the basis that the Purchased Companies will at Closing hold all right, title and interest in the Included Property and will have no Liabilities other than the Continuing Obligations, and on the other terms and conditions of this Agreement;

AND WHEREAS, Plan Sponsor wishes to facilitate the plan of arrangement or compromise to be proposed by the Vendors in conjunction with the transactions contemplated by this Agreement;

AND WHEREAS, the boards of directors of each of the Vendors have determined that it is advisable and in the best interests of each of the Vendors' estates and the beneficiaries of such estates to proceed with the Plan (as hereinafter defined) and to consummate the transactions provided for herein pursuant to the Canadian Orders (as hereinafter defined) and the U.S. Orders (as hereinafter defined), and have approved the Plan and this Agreement;

AND WHEREAS, the Plan and the transactions contemplated by this Agreement and the Ancillary Agreements are subject to the approval of the Canadian Court and the Bankruptcy Court and will be consummated only subject to the terms and conditions set forth herein and in accordance with the Canadian Orders (as hereinafter defined) and the U.S. Orders (as hereinafter defined) to be entered in the CCAA Proceedings and the Bankruptcy Case, respectively;

NOW, THEREFORE, in consideration of the premises, representations and warranties and the mutual covenants and agreements set forth herein and other good, valuable and sufficient consideration, the receipt of which is hereby acknowledged, the Parties, agree as follows:

ARTICLE 1 DEFINITIONS; INTERPRETATION

Section 1.1 Definitions.

As used herein, the following terms shall have the following meanings:

"Accounts Receivable" shall mean any and all accounts receivable, notes receivable, book debts, trade debts, rebates, refunds and other debts or receivables due or accruing due, together with all interest accrued on such items, and the full benefit of any security therefor, but excluding any Intercompany Receivable.

"Affiliate" shall mean, with respect to any Person, any other Person which Controls, is Controlled by or is under common Control with, directly or indirectly, such Person, and, if such Person is a natural person, includes any member of such Person's immediate family, or, if such Person is an entity, includes any trustee, member, general partner, manager, director or executive officer of, or any Person performing similar functions for, such Person.

"Agreement" shall mean this Transaction Agreement, including the Schedules and the Exhibits hereto, in each case as amended or supplemented from time to time.

"Ancillary Agreements" shall mean any and all agreements or documents entered into or executed by the Parties on or prior to Closing in connection with or pursuant to the terms of this Agreement and the transactions contemplated herein, all in form and substance satisfactory to the Plan Sponsor, acting reasonably.

"Ashland Assets" shall mean the property and assets of every kind and description used in the operation of or relating to the Ashland Mill.

"Ashland Mill" shall mean the lumber mill owned and operated by the Vendors at 100 Levesque Mill Road, Ashland, Maine 04732 and the operations carried on thereat.

"Assets" shall mean collectively the Ashland Assets, the Masardis Assets and the Gorham Assets. If the Gorham Assets and the Gorham Mill become Excluded Property in accordance with the terms set out in Section 2.3 of this Agreement, the term "Assets" shall mean collectively the Ashland Assets and the Masardis Assets.

"Bankruptcy Case" shall have the meaning given to such term in the recitals.

"Bankruptcy Code" shall have the meaning given to such term in the recitals.

"Bankruptcy Court" shall have the meaning given to such term in the recitals.

"Benefit Plans" shall mean all oral or written plans, arrangements, agreements, programs, policies, practices or undertakings of the Vendors with respect to some or all of the Employees and which provide for or relate to:

(a) bonus, profit sharing or deferred profit sharing, performance compensation, deferred or incentive compensation, supplemental retirement arrangements, share compensation, share purchase or share option, share appreciation rights, phantom stock, vacation or vacation pay, sick pay, employee loans, or any other compensation in addition to salary; or

(b) insured or self-insured benefits for or relating to income continuation or other benefits during absence from work (including short term disability, long term disability and workers compensation), hospitalization, health, welfare, legal costs or expenses, medical or dental treatments or expenses, life insurance, accident, death or survivor's benefits, supplementary employment insurance, day care, tuition or professional commitments or expenses or similar employment benefits.

"Books and Records" shall mean any and all books of account, legal, financial and accounting information and records, production reports and records, equipment logs, operating guides, manuals and marketing and advertising materials and all other files, correspondence and other information (whether written, printed, electronic or computer print out form, or saved on computer disc or other data and software storage and media devices), in any form, but excluding for greater certainty any books and records pertaining solely to the Excluded Property.

"Brookfield" shall mean Brookfield Asset Management Inc.

"Brookfield DIP Facility" shall mean the court approved senior secured superpriority revolving loan facility of up to a maximum amount of US\$25,000,000 provided to the Vendors by the DIP Lender.

"Brookfield Letters of Credit" shall mean the letters of credit or letters of guarantee issued or provided for the benefit of the Vendors under the Brookfield DIP Facility or otherwise by the DIP Lender, the Plan Sponsor or the Plan Sponsor's Affiliates.

"Budget" shall mean the rolling 19 week cash flow projection as at October 22, 2010 and attached as Exhibit B to the affidavit of Glen McMillan sworn October 28, 2010, as amended, updated, modified and supplemented pursuant to and in accordance with the terms of the Brookfield DIP Facility.

"Business" shall mean collectively, the Gorham Business and the Lumber Mill Business. If the Gorham Assets and the Gorham Mill become Excluded Property in accordance with the terms set out in Section 2.3 of this Agreement, the term "Business" shall mean the Lumber Mill Business.

"Business Day" shall mean any day of the year other than (a) any Saturday or Sunday, or (b) any other day on which the banks located in the Province of Ontario are required by Law to be closed for business.

"Canadian Approval and Vesting Order" shall mean one or more Orders of the Canadian Court in form and substance satisfactory to the Plan Sponsor, acting reasonably, approving and giving effect to this Agreement and the transactions contemplated herein and, among other things, (i) vesting the FPHI Shares in the Plan Sponsor free and clear of any and all Encumbrances except Permitted Encumbrances, (ii) vesting the Included Property in the Purchased Companies free and clear of any and all Encumbrances except Permitted Encumbrances, and (iii) extinguishing and forever barring any and all Liabilities of the Purchased Companies other than the Continuing Obligations.

"Canadian Court" shall have the meaning given to such term in the recitals.

"Canadian Orders" shall mean collectively, the Canadian Approval and Vesting Order, the Canadian Sanction Order, and any other Order of the Canadian Court, in form and substance satisfactory to the Plan Sponsor, acting reasonably, issued and entered in the CCAA Proceedings in respect of the transactions contemplated in this Agreement and the Plan.

"Canadian Sanction Order" shall mean an Order of the Canadian Court sanctioning the Plan in form and substance satisfactory to the Plan Sponsor, acting reasonably.

"CCAA" shall have the meaning given to such term in the recitals.

"CCAA Proceedings" shall have the meaning given to such term in the recitals.

"Closing" shall have the meaning given to such term in Section 12.1.

"Closing Date" shall have the meaning given to such term in Section 12.1.

"Consents and Approvals" shall mean all consents, approvals, notifications, waivers and/or filings from Third Parties (including any Governmental Authority and counter parties under any Contracts of the Purchased Companies) as may be necessary or desirable to effectuate the transactions contemplated by this Agreement including, without limitation all consents, approvals, notifications, waivers and/or filings required: (a) by the terms of (or which are necessary or desirable to avoid breach, contravention, violation, forfeiture, or termination of) the Contracts, the Permits, and the Timber Licences of the Purchased Companies; (b) to avoid the triggering of any Third Party rights resulting from the transactions contemplated by this Agreement, the Plan, the CCAA Proceedings or the Bankruptcy Case; and (c) by Order of the Canadian Court in the CCAA Proceedings pursuant to Section 11.3 of the CCAA, as such Order is recognized by the Bankruptcy Court in the Bankruptcy Case (all such Orders being to the satisfaction of the Plan Sponsor, acting reasonably).

"Continuing Employees" shall mean the Designated Employees who continue to be employed by the Purchased Companies as at the Closing Date. For greater certainty, Unionized Employees are not Continuing Employees.

"Continuing Obligations" shall have the meaning given to such term in Section 3.1.

"Contracts" means any and all contracts, agreements, leases instruments and other legally binding commitments or arrangements, written or oral.

"Control" means:

(a) when applied to the relationship between a Person and a corporation, the beneficial ownership by such Person at the relevant time of shares of such corporation carrying more than the greater of 50% of the voting rights ordinarily exercisable at meetings of shareholders of such corporation and the percentage of voting rights ordinarily exercisable at meetings of shareholders of such corporation that are sufficient to elect a majority of the directors of such corporation;

(b) when applied to the relationship between a Person and a partnership, joint venture or other unincorporated entity, the beneficial ownership by such Person at the relevant time of more than 50% of the ownership interests of the partnership, joint venture or other unincorporated entity in circumstances where it can reasonably be expected that such Person directs or has the power to direct the affairs of the partnership, joint venture or other unincorporated entity; and

(c) in the case of any Person, the right to directly or indirectly (i) exercise a majority of the voting rights in respect of that Person, (ii) otherwise control that Person by virtue of provisions contained in its constating documents, or (iii) manage all or substantially all of the assets of that Person pursuant to any contract or arrangement;

"Court Orders" shall mean the Canadian Orders and the U.S. Orders.

"Designated Employees" shall mean the Employees who are not Unionized Employees and who are designated by the Plan Sponsor on a schedule to be delivered by the Plan Sponsor to the Vendors on or before Closing and which, when delivered, shall form Schedule A hereto, which schedule shall include all or substantially all Employees at the Closing Date who are not Unionized Employees.

"DIP Lender" shall mean Brookfield (US) Corporation.

"Employee" shall mean an individual who is employed by the Vendors in the Business, whether on a full-time or a part-time basis.

"Encumbrance" means any interest, charge, lien, claim, mortgage, lease, sublease, hypothecation, deed of trust, pledge, security interest, option, right of use or possession, right of first offer or first refusal, right of way, easement, servitude, restrictive covenant, encroachment, encumbrance, or other restriction or limitation of any kind howsoever erected or arising.

"Equity Interests" of a Person shall mean capital stock, capital stock equivalents (including stock options, restricted stock units, stock appreciation rights, any securities convertible into or exchangeable or exercisable for any such capital stock, and phantom stock), partnership interests, membership interests, participations, shares and other equity interests of any class or kind (however designated) of such Person.

"Excluded Property" shall have the meaning given to such term in Section 2.3.

"Existing Collective Agreement" shall mean the Labour Agreement dated as of May 31, 2002 between Fraser NH LLC and United Steel, Paper and Forestry, Rubber, Manufacturing, Energy, Allied Industrial and Service Workers International Union A.F.L.-C.I.O. and its Local Union No. 4-0075 (extended by agreement until August 29, 2010).

"Filing Date" shall mean the date of the commencement of the CCAA Proceedings, being June 18, 2009.

"Final Order" shall mean an order, judgment or other decree: (i) the operation or effect of which has not been reversed, stayed, modified or amended; (ii) as to which any and all appeal periods with respect to such order, judgment or decree have expired; and (iii) as to which no appeal or any extension thereof shall then be pending or, if an appeal has been sought, such appeal has been withdrawn, discontinued, dismissed with prejudice, or affirmed by the highest court to which it was appealed, and the time to appeal under any extension thereof has expired.

"Fixed Assets" means any and all equipment and machinery, improvements, office equipment, furniture, fixtures, signage, tools, storage systems, furnishings and supplies of all kinds of the Vendors.

"FNHL Shares" shall mean any and all of the issued and outstanding shares and other Equity Interests of FNHL.

"Former Landfill" shall mean Former Landfill LLC, a limited liability company formed under the laws of the State of New Hampshire.

"FPHI Shares" shall mean any and all of the issued and outstanding shares and other Equity Interests of FPHI.

"Fraser Madawaska Shares" shall mean any and all of the issued and outstanding shares and other Equity Interests of Fraser Madawaska.

"FTL Shares" shall mean any and all of the issued and outstanding shares and other Equity Interests of FTL.

"Gorham APA" shall mean the asset purchase agreement dated November 3, 2010 between M&M Consulting and Contracting LLC and FNHL.

"Gorham Assets" shall mean the property and assets of every kind and description used in the operation of or relating to the Gorham Mill.

"Gorham Business" shall mean the business of manufacturing and selling paper products and related activities carried on with the Gorham Assets or otherwise in relation to the Gorham Mill.

"Gorham Mill" means the paper mill owned and operated by the Vendors at 72 Cascade Flats, Gorham, New Hampshire, U.S., 03581 and the operations carried on thereat.

"Governmental Authority" shall mean any government (including any Canadian, US or foreign, federal, provincial, state, city, municipal or county government), any political subdivision thereof and any governmental, administrative, ministerial, regulatory, central bank, self-regulatory, quasi-governmental, taxing, executive or legislative department, commission, body, agency, authority or instrumentality of any thereof, including any Judicial Authority.

"Included Property" shall mean the Assets and any and all other direct or indirect businesses, property and assets of each of the Purchased Companies other than the Excluded Property, and shall include, without limitation, any and all: (i) Accounts Receivable, Inventory, Fixed Assets, Lands, Contracts, Permits, Timber Licenses, Equity Interests (including, without limitation, the FTL Shares, the Fraser Madawaska Shares and, unless excluded pursuant to Section 2.3(a) hereof, the FNHL Shares), Intellectual Property, Prepaid Expenses and Books and Records; (ii) the Mills; and (iii) the Katahdin Preferred Shares.

"Intellectual Property" shall mean all intellectual property including, without limitation, issued patents, inventions, pending applications for patents, copyrights, copyright registrations and applications, industrial designs and process, royalty rights, or other proprietary rights (and any applications related thereto), ISO registrations, dedicated computer software other than commercial off-the-shelf software, (including licences to use such computer software), engineering drawings and plans, technical specifications and ratings data, know-how, trade secrets, instruction manuals, formulae, industrial and production technology, process control technology, quality specifications, and similar rights including, without limitation, URLs and world wide web domain names.

"Intercompany Liabilities" shall mean any and all Liabilities owing by any Vendor or any of such Vendor's Affiliates or Subsidiaries, respectively, to any other Vendor or any of such other Vendor's Affiliates or Subsidiaries, respectively.

"Intercompany Receivables" shall mean any and all Accounts Receivables owing to any Vendor or any of such Vendor's Affiliates or Subsidiaries, respectively, from any other Vendor or any of such other Vendor's Affiliates or Subsidiaries, respectively.

"Inventory" shall mean any and all inventory including, without limitation: (i) raw materials, including all wood, fiber supplies, chemicals and fillers; (ii) operating supplies, including fuel and other consumables; (iii) all spare parts, mill stores, supplies and equipment including, but not limited to, those described in Schedule B, (iii) all goods or materials in the process of being manufactured or otherwise characterized as work in process; (iv) all finishing supplies utilized in the wrapping and transportation of the finished product as at the Closing Date; and (v) all finished goods as at the Closing Date.

"Judicial Authority" shall mean any court, arbitrator, special master, receiver, tribunal or similar body of any kind entitled to exercise judicial authority including without limitation the Canadian Court and the Bankruptcy Court.

"Katahdin Preferred Shares" shall mean the 10,000 convertible, term units of Katahdin Paper Company LLC owned by Fraser Madawaska.

"Lands" shall mean any and all freehold property and interests therein, and all buildings and other structures, facilities or improvements currently or hereafter located thereon, all fixtures, systems and items of personal property attached or appurtenant thereto and any and all rights of way, licences or rights of occupation, easements or other similar rights, as applicable, in connection with such freehold property, including without limitation the freehold property municipally known as:

- (a) 100 Levesque Mill Road, Ashland, Maine;
- (b) Route 11, 1220 Masardis Road, Masardis, Maine; and
- (c) to the extent that the Gorham Assets and the Gorham Mill do not become Excluded Property in accordance with the terms set out in Section 2.3 of this Agreement, 75 Cascade Flats, Gorham, New Hampshire.

"Law" shall mean any treaty, code, statute, law (including common law), rule, regulation, or ordinance of any kind of any Governmental Authority.

"Liability" shall mean, with respect to any Person, any liability or obligation of such Person of any kind, character or description, whether known or unknown, absolute or contingent, accrued or unaccrued, disputed or undisputed, liquidated or unliquidated, secured or unsecured, joint or several, due or to become due, vested or unvested, executory, determined, determinable or otherwise, and whether or not the same is required to be accrued on the financial statements of such Person.

"Lumber Mills" shall mean collectively, the Ashland Mill and the Masardis Mill.

"Lumber Mills Business" shall mean the business of manufacturing and selling lumber and related activities carried on with the Ashland Assets and the Masardis Assets or otherwise in relation to the Lumber Mills.

"Masardis Assets" shall mean the property and assets of every kind and description used in the operation of or relating to the Masardis Mill.

"Masardis Mill" shall mean the lumber mill owned and operated by the Vendors at Route 11, 1220 Masardis Road, Masardis, Maine 04732 and the operations carried on thereat.

"Material Adverse Effect" shall mean any change, event or occurrence, or any material worsening of any current circumstance, event or occurrence, that individually or in the aggregate (taking into account all other such changes, events or occurrences or material worsening) has had, or would in the reasonable opinion of the Plan Sponsor be likely to have (i) a material

adverse change in or material adverse effect on the business, operations, performance, prospects, liabilities, results of operations, assets, properties or condition (financial or otherwise) of any of the Vendors, the Purchased Companies, the Business or the Included Property (excluding the Excluded Property and the Excluded Liabilities) or the Plan Sponsor's use and enjoyment of the Purchased Companies or the Included Property, in each case taken as a whole, or (ii) a material adverse change in or to the ability of the Vendors to consummate the transactions contemplated by this Agreement or to perform their obligations hereunder, or (iii) a material adverse change to or deviation from the Budget; or (iv) a material adverse change to the CCAA Proceedings or the Bankruptcy Case; or (v) the result or consequence that the Plan Sponsor or the Purchased Companies shall be deemed or required to assume or discharge any debt, liability or obligation other than as may be specifically provided for in this Agreement, but excluding, in any case (i) effects resulting from changes in general economic, regulatory, political or industry conditions or from acts of terror or war, (ii) effects resulting from changes in (or proposals to change) any Laws after the date hereof; (iii) effects resulting from the identity of, or acts attributable to, or omissions by the Plan Sponsor, the Plan Sponsor's Affiliates or the Purchased Companies, (iv) effects resulting from changes in commodity or energy prices, in interest or currency exchange rates or in capital market conditions, (v) effects resulting from circumstances that affect the industries in which the Vendors operate generally, or (vi) effects resulting from changes in generally accepted accounting principles after the date hereof. For greater certainty and without limiting the generality of the foregoing, each of the following events shall constitute a Material Adverse Effect: (a) any change, event or occurrence, or any material worsening of any current circumstance, event or occurrence, that individually or in the aggregate reduces the reasonable market value of the FPHI Shares, the Included Property or the Business by \$1,500,000 or more; and (ii) a Default or an Event of Default (as such terms are defined in the Brookfield DIP Facility) occurs under the Brookfield DIP Facility.

"Mills" shall mean collectively, the Gorham Mill and the Lumber Mills. If the Gorham Assets and the Gorham Mill become Excluded Property in accordance with the terms set out in Section 2.3 of this Agreement, the term "Mills" shall mean the Lumber Mills.

"Monitor" shall have the meaning given to such term in the recitals.

"Monitor's Certificate" means the certificate of the Monitor confirming that all matters to be completed prior to the consummation of the purchase transactions contemplated hereby have been completed, substantially in the form attached to the Canadian Approval and Vesting Order.

"Net Working Capital" shall mean the sum of all of the following that is Included Property in relation to the Lumber Mills Business: (a) Accounts Receivable; (b) Prepaid Expenses; (c) Inventory that is in good and useful condition for its purpose; minus the Continuing Accounts Payable in relation to the Lumber Mills Business.

"Order" shall mean any judgment, writ, decree, directive, decision, injunction, ruling, award or order (including any consent decree or cease and desist order) of any kind of any Governmental Authority or Judicial Authority.

"Ordinary Course" shall mean, with respect to any action to be taken by a Vendor or a Purchased Company, that such action is consistent with the past customs and practices (including

with respect to quantity and frequency) of such Vendor or Purchased Company and is taken in the ordinary course of the normal day-to-day business, operations and activities of the Vendor or the Purchased Company in respect of the Business, taking into account the commencement of the CCAA Proceedings and the Bankruptcy Case.

"Organizational Documents" of a Person at any time shall mean (a) all certificates, articles or agreements of any kind filed with any Governmental Authority or Judicial Authority to form or organize such Person, and (b) all agreements, documents or instruments creating, organizing or governing the internal affairs of such Person, including trust agreements, by-laws, codes of regulations, memoranda of incorporation or association, partnership agreements, limited liability company agreements, articles, charters and operating agreements, in each case, as in effect at such time.

"Party" shall mean a party to this Agreement and any reference to a Party includes its successors and permitted assigns and "Parties" means every Party.

"Permits" means any and all authorizations, registrations, permits, certificates of approval, approvals, grants, licences, quotas, consents, commitments, rights or privileges (other than those relating to the Intellectual Property) issued or granted by any Governmental Authority.

"Permitted Encumbrances" shall mean (i) easements, leases, reservations, or other rights of others in, or minor defects and irregularities in title that do not materially impair the use of the encumbered property or assets for the purposes for which they are held; (ii) mechanics', materialmen's, carriers', workers', repairers' and similar statutory liens arising in the Ordinary Course which liens have not had and are not reasonably likely to have a material impact on the FPHI Shares or the Included Property; (iii) any Encumbrance or privilege vested in any lessor, licensor or permittor for rent or other obligations solely related to the period after Closing in respect of any Contract; (iv) licenses of or other grants of rights to use Intellectual Property entered into prior to the Filing Date in the ordinary course of business consistent with past practice of the Vendors (and from and after the Filing Date, in the Ordinary Course) that do not materially impair the use of the encumbered property or assets for the purposes for which they are held; (v) Encumbrances, title exceptions or other imperfections of title caused by or resulting from acts of the Plan Sponsor or any of the Plan Sponsor's Affiliates, employees, officers, directors, agents, contractors, invitees or licensees of the Plan Sponsor; and (vi) such other Liens as permitted by the Plan Sponsor, in its sole discretion.

"Person" shall mean an individual, a partnership, a sole proprietorship, a company, a firm, a corporation, a limited liability company, an association, a joint stock company, a trust, a joint venture, an unincorporated organization, a union, a group acting in concert, a Judicial Authority, a Governmental Authority or any other entity or association of any kind.

"Plan" shall mean the plan of compromise or arrangement under the CCAA in respect of all of the Vendors on a substantively consolidated basis that, among other things, is consistent with and gives effect to the transactions contemplated by this Agreement, and is otherwise in form and substance satisfactory to the Plan Sponsor, acting reasonably, substantially in the form attached as Exhibit A, as recognized by the Bankruptcy Court in the Bankruptcy Case, as

amended, modified, varied, or restated from time to time in a manner acceptable to the Plan Sponsor, acting reasonably.

"Plan Sponsor" shall mean Brookfield or such other Person or Persons as it may designate on or prior to Closing.

"Plan Sponsor's Affiliates" shall mean any and all Affiliates of the Plan Sponsor other than the Vendors and the Subsidiaries of the Vendors.

"Plan Sponsor's Solicitors" means Torys LLP.

"Premises" means all real property, buildings and facilities, including Lands and any part of any property, building or facility owned, leased, or operated.

"Prepaid Expenses" shall mean any and all prepaid expenses and deposits at any time.

"Purchase Price" shall have the meaning given to such term in Section 4.1(a).

"Purchased Companies" shall mean collectively, FPHI, Fraser Madawaska, FTL and, unless the FNHL Shares, the Gorham Assets and the Gorham Mill become Excluded Property pursuant to Section 2.3 hereof, FNHL.

"Representatives" of a Person shall mean controlling persons, partners, directors, officers, managers, trustees, including any trustee-in-bankruptcy, employees, agents, representatives, consultants, affiliates, advisors, counsel or nominees of such Person.

"Subsidiary" means, with respect to any specified Person, any other Person of which such specified Person is, at the time, directly or indirectly, (a) owns at least 50% of the outstanding capital stock (or other shares of beneficial interest) entitled to vote generally, (b) holds at least 50% of the partnership, limited liability company, joint venture or similar interests, or (c) is a general partner, managing member or joint venturer.

"Targeted Net Working Capital" shall mean Three Million, Eight Hundred and Forty Thousand Dollars (\$3,840,000.00), representing the targeted Net Working Capital of the Lumber Mills Business as at the Closing Date.

"Tax" shall mean all taxes including all income, sales, use, goods and services, harmonized sales, value added, capital, capital gains, alternative, net worth, transfer, profits, withholding, payroll, employer health, excise, franchise, real property and personal property taxes, and any other taxes, customs duties, fees, levies, imposts and other assessments or similar charges in the nature of a tax, together with any installments with respect thereto, and any interest, fines and penalties, in all cases imposed by any Governmental Authority in respect thereof and whether disputed or not.

"Termination Date" shall have the meaning given to such term in Section 13.2(b).

"Third Party" shall mean any Person other than a Party or any of its Affiliates.

"Timber Licences" shall mean any and all rights to harvest timber from lands issued by a Governmental Authority or otherwise.

"Transaction" shall mean the transactions contemplated by this Agreement.

"Transactional Costs" shall mean all filing fees, recording fees, surveys, notarial fees, software license fees and all other similar fees and costs arising out of this Agreement, the transfer, assignment, conveyance or delivery of property and assets pursuant hereto, and the other transactions contemplated by this Agreement.

"Unionized Employees" shall mean the Employees who are governed by the Existing Collective Agreement and who are employees of FNHL as of the Closing Date.

"United States" or "U.S." shall mean the United States of America

"U.S. Orders" shall mean collectively, the U.S. Sale Order, the U.S. Sanction Recognition Order and any other Order of the Bankruptcy Court issued and entered in the Bankruptcy Case in respect of the transactions contemplated in this Agreement and the Plan.

"U.S. Sale Order" shall mean an Order of the Bankruptcy Court recognizing and giving effect to the Canadian Approval and Vesting Order and approving the transactions contemplated by this Agreement, in form and substance satisfactory to the Plan Sponsor, acting reasonably.

"U.S. Sanction Recognition Order" shall mean an Order of the Bankruptcy Court recognizing the Canadian Sanction Order, in form and substance satisfactory to the Plan Sponsor, acting reasonably.

"Vendors" shall have the meaning given to such term in the introductory paragraph.

"Vendors' Affiliates" shall mean an Affiliate of the Vendors, which Affiliate for greater certainty shall exclude the Plan Sponsor and any of the Plan Sponsor's Affiliates.

"Vendors' Solicitors" means Thornton Grout Finnigan LLP.

"Workers Compensation Obligations" shall mean obligations of the Purchased Companies to present or past employees of either Lumber Mill pursuant to the Maine Workers Compensation Law (39 A.M.R.S. § 101 et seq. or predecessor or successor statutes) and which are subject to insurance policies that are Included Property, including without limitation the claims listed on Schedule C. For greater certainty, any claims under or in relation to insurance policies that are not Included Property and do not remain with the Purchased Companies following Closing are not Workers Compensation Obligations for purposes of this Agreement.

Section 1.2 Headings and Table of Contents.

The inclusion of headings and a table of contents in this Agreement is for convenience of reference only and shall not affect the construction or interpretation hereof. The terms "hereof", "hereunder" and similar expressions refer to this Agreement and not to any particular Article,

Section or other portion hereof. Unless otherwise provided, references herein to Articles, Sections and Schedules are to Articles, Sections and Schedules to this Agreement.

Section 1.3 Gender and Number and Extended Meanings.

In this Agreement, unless the context otherwise requires, words importing the singular include the plural and *vice versa*, words importing gender include all genders or the neuter, and words importing the neuter include all genders. The term "includes" and "including" means "includes without limitation" and "including without limitation".

Section 1.4 Statutory References.

In this Agreement, unless the context otherwise requires or except as otherwise provided herein, a reference to any statute is to that statute as now enacted or as the same may from time to time be amended, re-enacted or replaced and includes any regulations made thereunder.

Section 1.5 Currency.

Except where otherwise expressly provided, all amounts in this Agreement are stated and shall be paid in U.S. currency.

Section 1.6 Generally Accepted Accounting Principles.

In this Agreement, except to the extent otherwise expressly provided, references to "generally accepted accounting principles" mean, for all principles stated in the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants, such principles so stated.

Section 1.7 Interpretation.

The Parties acknowledge and agree that: (i) each Party and its counsel reviewed and negotiated the terms and provisions of this Agreement and have contributed to their revision; (ii) the rule of construction to the effect that any ambiguities are resolved against the drafting party shall not be employed in the interpretation of this Agreement; and (iii) the terms and provisions of this Agreement shall be construed fairly as to the Parties hereto and not in favour of or against any Party, regardless of which Party was generally responsible for the preparation of this Agreement.

Section 1.8 Invalidity of Provisions.

Each of the provisions contained in this Agreement is distinct and severable and a declaration of invalidity or unenforceability of any such provision or part thereof by a court of competent jurisdiction shall not affect the validity or enforceability of any other provision hereof. To the extent permitted by Law, the Parties waive any provision of Law which renders any provision of this Agreement invalid or unenforceable in any respect. The Parties shall engage in good faith negotiations to replace any provision which is declared invalid or unenforceable with a valid and enforceable provision, the economic effect of which comes as close as possible to that of the invalid or unenforceable provision which it replaces.

Section 1.9 Entire Agreement.

This Agreement constitutes the entire agreement between the Parties pertaining to the subject matter of this Agreement. There are no warranties, conditions, or representations (including any that may be implied by statute) and there are no agreements in connection with such subject matter except as specifically set forth or referred to in this Agreement. No reliance is placed on any warranty, representation, opinion, advice or assertion of fact made either prior to, contemporaneous with, or after entering into this Agreement, or any amendment or supplement thereto, by any Party to this Agreement or its directors, officers, employees or agents, to any other party to this Agreement or its directors, officers, employees or agents, except to the extent that the same has been reduced to writing and included as a term of this Agreement, and none of the Parties to this Agreement has been induced to enter into this Agreement or any amendment or supplement by reason of any such warranty, representation, opinion, advice or assertion of fact. Accordingly, there shall be no liability, either in tort or in contract, assessed in relation to any such warranty, representation, opinion, advice or assertion of fact, except to the extent contemplated above.

Section 1.10 Waiver, Amendment.

Except as expressly provided in this Agreement, no amendment or waiver of this Agreement shall be binding unless executed in writing by the Party to be bound thereby. No waiver of any provision of this Agreement shall constitute a waiver of any other provision nor shall any waiver of any provision of this Agreement constitute a continuing waiver unless otherwise expressly provided.

Section 1.11 Governing Law.

This Agreement shall be governed by and construed in accordance with the laws of the Province of Ontario and the laws of Canada applicable therein.

Section 1.12 Schedules and Exhibits.

The following are the Schedules and Exhibits attached to this Agreement:

Exhibit A	—	Form of Plan
Exhibit B	—	Form of U.S. Tax Certificate
Exhibit C	—	Form of Notice Re U.S. Tax Certificate
Schedule A	—	Designated Employees
Schedule B	—	Inventory
Schedule C	—	Workers Compensation Obligations
Schedule 3.1	—	Continuing Obligations
Schedule 3.1(a)	—	Continuing Accounts Payable
Schedule 7.1	—	Capitalization
Schedule 7.5	—	Compliance with Laws
Schedule 7.6	—	Permits

Schedule 7.7	—	Title
Schedule 7.8	—	Lands

ARTICLE 2
AGREEMENT OF PURCHASE AND SALE AND PLAN PROPOSAL

Section 2.1 Agreement to Purchase and Sell the FPHI Shares.

Upon the terms and subject to the conditions contained in this Agreement, at Closing the Vendors shall sell, convey, transfer, assign and deliver to the Plan Sponsor, and the Plan Sponsor shall purchase and accept from the Vendors, free and clear of any and all Encumbrances, all right, title and interest of the Vendors in and to the FPHI Shares.

Section 2.2 Release and Assignment of Interests in Included Property.

Upon the terms and subject to the conditions contained in this Agreement, at Closing the Vendors other than the Purchased Companies shall release, sell, convey, transfer, assign and deliver to the Purchased Companies, and the Purchased Companies shall purchase and accept from such other Vendors, free and clear of any and all Encumbrances (other than Permitted Encumbrances), any and all right, title and interest they may have in and to the Included Property. For greater certainty, all right, title and interest in and to the Included Property shall on and after Closing be held by the Purchased Companies free and clear of any and all Encumbrances other than Permitted Encumbrances and free and clear of any and all Liabilities other than Continuing Obligations.

Section 2.3 Excluded Property.

Notwithstanding anything contained herein to the contrary, subject to the terms and conditions contained in this Agreement, the Included Property shall not include any of the following (collectively, the "Excluded Property"):

(a) the Gorham Assets, the Gorham Mill and the FNHL Shares if, prior to Closing, the Vendors complete the sale or the liquidation of the Gorham Assets and the Gorham Mill to one or more arm's length third party Plan Sponsors for cash consideration and on terms and conditions satisfactory to the Plan Sponsor, acting reasonably, whether pursuant to the Gorham APA or otherwise; and

(b) any Assets or other property and assets of the Purchased Companies that the Plan Sponsor designates as Excluded Property by written notice given to the Vendors at any time on or before Closing.

Section 2.4 The Plan.

The purchase and sale transactions contemplated by this Agreement shall be implemented in conjunction with the implementation of the Plan in respect of all of the Vendors. The Plan, and all Court Orders and other documents relating to the Plan, shall among other things extinguish and forever bar any and all Liabilities of the Purchased Companies as of

Closing other than the Continuing Obligations, and shall give effect to and be consistent with the terms and conditions of this Agreement and the Ancillary Agreements and be otherwise in form and content satisfactory to the Plan Sponsor, acting reasonably.

ARTICLE 3 CONTINUING OBLIGATIONS

Section 3.1 Continuing Obligations.

(a) For greater certainty, and notwithstanding anything else in this Agreement or in the Ancillary Agreements: (i) none of the Plan Sponsor and the Plan Sponsor's Affiliates shall assume or be deemed to assume, agree to become responsible for, perform, discharge or pay when due, any Liabilities whatsoever of the Purchased Companies or the other Vendors including, without limitation, the Continuing Obligations and the Excluded Liabilities; and (ii) none of the Purchased Companies shall assume or be deemed to assume, agree to become responsible for, perform, discharge or pay when due any Continuing Obligations of any other Purchased Company.

(b) As a result of the implementation of the Plan, the Court Orders, and other events contemplated by this Agreement, and as a condition precedent to completion of the transactions contemplated by this Agreement, on and immediately after Closing the Purchased Companies shall have no Liabilities whatsoever except for the Liabilities described in Schedule 3.1 attached hereto (collectively, the "Continuing Obligations").

(c) For greater certainty, on Closing the Purchased Companies shall only be liable for accounts payable that constitute Continuing Accounts Payable set out in Schedules 3.1 and 3.1(a) delivered by the Vendors on Closing and mutually agreed to by the Parties. The Purchased Companies shall have no liability whatsoever for any Liabilities with respect to the Ordinary Course accounts payable and trade payables that are to be paid by the Vendors in the Ordinary Course before the Closing. For greater certainty, the Continuing Accounts Payable shall be limited to the post-Filing Date amounts owing to the Person(s) listed in Schedule 3.1(a).

(d) Without limiting the generality of the foregoing, and for greater certainty, the Continuing Obligations will not include any of the following (collectively, the "Excluded Liabilities"):

- (i) any and all Liabilities relating to Excluded Property;
- (ii) any and all Intercompany Liabilities owing by any of the Purchased Companies to any of the other Vendors;
- (iii) any and all Liabilities incurred under or in relation to the Vendors' CCAA Proceedings or Bankruptcy Case;
- (iv) any and all Liabilities of any of the Purchased Companies or other Vendors arising prior to, or relating to events or any operations occurring prior to, the Filing Date (except for the Liabilities expressly set out in clause (ii) and (iii) of Schedule 3.1);

- (v) any and all Liabilities with respect to any current or former Employees of the Purchased Companies who are neither Continuing Employees nor Unionized Employees (regardless of when such Liability arises), and any and all Liabilities with respect to any current or former Employees of any of the other Vendors;
- (vi) any and all Liabilities with respect to the Workers Compensation Obligations if, on or prior to Closing, the Vendors implement Alternative LC Arrangements as defined in Section 4.2 of this Agreement; and
- (vii) any and all Liabilities of the Vendors arising under this Agreement or the Ancillary Agreements.

ARTICLE 4 PURCHASE PRICE AND RELATED MATTERS

Section 4.1 Purchase Price.

(a) Subject to Section 4.1(b), the aggregate purchase price (the "Purchase Price") payable by the Plan Sponsor to the Vendors in respect of the purchase and sale transactions contemplated by this Agreement shall be Fifteen Million Dollars (\$15,000,000) in cash (the "Cash Component"), subject to adjustment in accordance with Section 4.5 of this Agreement.

(b) If the Gorham Assets, the Gorham Mill and the FNHL Shares become Excluded Property in accordance with the terms set out in Section 2.3 of this Agreement, the Cash Component will be reduced by an amount equal to the lesser of: (i) the aggregate net proceeds realized from the sale or liquidation of the Gorham Assets and the Gorham Mill; or (ii) \$2,695,722 million.

Section 4.2 Payment of Purchase Price.

(a) On Closing, the Plan Sponsor shall pay the Cash Component, as adjusted in accordance with Section 4.5 of this Agreement, as follows:

- (i) Payment to the DIP Lender of such amount as may be required to fully and finally repay and satisfy any and all debts, obligations and liabilities under or in respect of the Brookfield DIP Facility. For greater certainty, subject to Section 4.3, the Vendors' obligations in respect of the Brookfield Letters of Credit shall be satisfied by irrevocable and unconditional payment to the DIP Lender of cash in an amount equal to the full amount which may be payable, contingent or otherwise, to recipients or beneficiaries of the Brookfield Letters of Credit (the "Brookfield LC Amount").
- (ii) The balance of the Cash Component, if any, to the Monitor in trust for the benefit of the Vendors other than the Purchased Companies (the "Balance").

(b) The Vendors may make such alternative arrangements as may be available to them prior to Closing, and as may be satisfactory to the Plan Sponsor acting reasonably, to terminate, cancel and surrender the Brookfield Letters of Credit without payment or other obligation, contingent or otherwise, on the part of the DIP Lender, Brookfield, the Plan Sponsor or the Plan Sponsor's Affiliates (the "Alternative LC Arrangements"). In that event, the amount payable under Section 4.2(a)(i) of this Agreement shall be adjusted accordingly so that no amount shall be payable to the DIP Lender in respect of the Brookfield Letters of Credit and the Workers Compensation Obligations shall be Excluded Liabilities.

Section 4.3 Contingent Reimbursement Obligation

If:

(a) at Closing the Vendors satisfy their obligations in respect of the Brookfield Letters of Credit by irrevocable and unconditional payment to the DIP Lender of the Brookfield LC Amount, pursuant to and as contemplated by Section 4.2(a)(i) of this Agreement; and

(b) the cumulative aggregate payments, out-of-pocket costs and expenses, and other third party out-of-pocket amounts paid or payable by the DIP Lender, the Purchased Companies, the Plan Sponsor or the Plan Sponsor's Affiliates to fully and finally satisfy and terminate all obligations and liabilities in respect of the Brookfield Letters of Credit and Workers Compensation Obligations (the "Actual WCB/LC Liability") is less than the Brookfield LC Amount;

the Plan Sponsor shall, as soon as practicable, make to or for the benefit of the Vendors (other than the Purchased Companies) a cash reimbursement payment in an amount equal to the amount by which the Actual WCB/LC Liability is less than the Brookfield LC Amount. The Purchased Companies, the Plan Sponsor and the DIP Lender shall at any time following Closing be entitled to enter into reasonable agreements and arrangements for the satisfaction of any or all liabilities and obligations in respect of the Brookfield Letters of Credit and Workers Compensation Obligations. On or before Closing, the Vendors, the Plan Sponsor, the DIP Lender and the Monitor, each acting reasonably, shall enter into a further agreement detailing the administration of the obligations in this Section 4.3.

Section 4.4 Closing Date Estimated Balance Sheet

Not less than two (2) Business Days before the Closing Date, the Vendors shall deliver to the Plan Sponsor a balance sheet of the Business as at the Closing Date which shall reflect a good faith estimate by the Vendors of the (a) balance sheets of the Business and the Purchased Companies as at the Closing Date, and (b) the Net Working Capital of the Purchased Companies (the "Closing Date Estimated Balance Sheet"). The Closing Date Estimated Balance Sheet shall be accompanied by a certificate of the chief restructuring officer of FPI, or other senior officer of FPI acceptable to the Plan Sponsor, to the effect that such officer has reviewed the Closing Date Estimated Balance Sheet; that the Closing Date Estimated Balance Sheet represents the best estimate, made in good faith, of the financial position of the Business as at the Closing Date, prepared in accordance with this Agreement, and that such officer has no reason to believe that such estimate may not be relied upon for purposes of the Closing. The Closing Date Estimated

Balance Sheet shall also be accompanied by a copy of the working papers of the Vendors used in the preparation thereof, together with such other evidence supporting the amounts specified therein as the Plan Sponsor may reasonably request.

Section 4.5 Adjustment to Cash Component

(a) Within three (3) Business Days of the Closing Date, the Vendors shall notify the Plan Sponsor of any revisions to the Closing Date Estimated Balance Sheet (the "Final Closing Date Balance Sheet"), accompanied by an updated certificate and other materials referred to in Section 4.3 hereof. If, and to the extent that, the Net Working Capital is disclosed in the Final Closing Balance Sheet as being less or more than the Targeted Net Working Capital, the Cash Component will be adjusted accordingly.

(b) For greater certainty: (a) if the Final Closing Date Balance Sheet discloses that the Net Working Capital is greater than the Targeted Net Working Capital, the Cash Component will be increased by the same amount as such difference; and (b) if the Final Closing Date Balance Sheet discloses that the Net Working Capital is less than the Targeted Net Working Capital, the Cash Component will be decreased by the same amount as such shortfall.

(c) Absent patent error, inconsistencies or other defects, the Final Closing Date Balance Sheet shall be used for purposes of determining the Cash Component on Closing and for otherwise completing the transactions contemplated by this Agreement on Closing.

(d) The Purchase Price shall be held and not distributed by the Vendors and the Monitor until the Final Closing Date Balance Sheet has been delivered to the Plan Sponsor and the payment contemplated by Section 4.5(b) hereof, if any, has been made. Notwithstanding the foregoing, the Vendors shall on the Closing Date use any portion of the Purchase Price required to fully repay and satisfy the Brookfield DIP Facility as contemplated by this Agreement.

Section 4.6 Financial Statements

All financial statements and financial information required to be prepared and provided pursuant to this Agreement shall be prepared in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with previous fiscal periods, except as otherwise provided in this Agreement.

ARTICLE 5 REPRESENTATIONS AND WARRANTIES REGARDING THE PLAN SPONSOR

The Plan Sponsor hereby represents and warrants to the Vendors as of the date hereof as follows:

Section 5.1 Organization.

The Plan Sponsor is a corporation, partnership, limited liability company or other entity that is duly organized, validly existing and in good standing under the Laws of its jurisdiction of formation. The Plan Sponsor has the corporate power and authority necessary to (a) execute,

deliver and perform its obligations under this Agreement and the Ancillary Agreements, (b) consummate the transactions contemplated hereby and thereby to be consummated by it, and (c) conduct its business as currently conducted by it. The Plan Sponsor is duly qualified or licensed and in good standing as a foreign corporation authorized to do business under the Laws of each jurisdiction in which the ownership, leasing or use of assets by it or the conduct of business by it requires such licensing or qualification, except where the failure to be so licensed or qualified and in good standing would not have a material adverse effect on the Plan Sponsor, the execution, delivery or performance of this Agreement, or any of the Ancillary Agreements by the Plan Sponsor or the consummation of the transactions contemplated hereby and thereby to be consummated by it. The Plan Sponsor is not in violation of any provision of its Organizational Documents.

Section 5.2 Authorization, Execution and Enforceability.

The execution and delivery of this Agreement and the Ancillary Agreements in each case to which the Plan Sponsor is a party, by the Plan Sponsor, the performance by the Plan Sponsor of its obligations hereunder and thereunder and the consummation by the Plan Sponsor of the transactions contemplated hereby and thereby to be consummated by it have been duly authorized by all necessary corporate action on the part of the Plan Sponsor. This Agreement constitutes and, as of the Closing each of the Ancillary Agreements will constitute, a legal, valid and binding obligation of the Plan Sponsor, enforceable against the Plan Sponsor in accordance with its respective terms, except insofar as enforceability may be limited by bankruptcy, insolvency, moratorium or other Laws which may affect creditors' rights and remedies generally and by principles of equity (regardless of whether such enforceability is considered in a Proceeding in equity or at law). This Agreement has been, and, as of the Closing each Ancillary Agreement will have been, duly executed and delivered by the Plan Sponsor.

Section 5.3 Financing.

The Plan Sponsor has sufficient funds available on hand to enable the Plan Sponsor (a) to pay the Purchase Price and all fees and expenses related to the transactions contemplated hereby, to the extent that this Agreement or the Ancillary Agreements requires it to pay such fees and expenses, and (b) to pay and discharge all of its other liabilities and obligations when due.

Section 5.4 Brokers; Finders.

No finder, broker or similar intermediary acting on behalf of the Plan Sponsor or any of the Plan Sponsor's Affiliates is entitled to a commission, fee or other compensation in connection with the negotiation, execution or delivery of this Agreement or the Ancillary Agreements or the consummation of any of the transactions contemplated hereby or thereby.

Section 5.5 Vendors' Acknowledgment; Exclusivity of Representations and Warranties.

The Vendors acknowledge and agree that except for the representations and warranties expressly set forth herein or in any Ancillary Agreement, the Vendors have not relied on any representation or warranty from the Plan Sponsor or any of the Plan Sponsor's Affiliates or any employee, officer, director, accountant, financial, legal or other Representative of the Plan Sponsor or the Plan Sponsor's Affiliates in determining whether to enter into this Agreement.

**ARTICLE 6
REPRESENTATIONS AND WARRANTIES OF THE VENDORS**

Each of the Vendors represents and warrants to the Plan Sponsor, as of the date hereof, as follows:

Section 6.1 Organization.

Each of the Vendors is a corporation, partnership, limited liability company or other entity that is duly organized, validly existing and in good standing under the Laws of its jurisdiction of formation. Each of the Vendors has the corporate power and authority necessary to conduct the Business as currently conducted by it. Subject to requisite Canadian Court and Bankruptcy Court approval, each of the Vendors has the corporate power and authority necessary to (a) execute, deliver and perform its obligations under this Agreement and the Ancillary Agreements, and (b) consummate the transactions contemplated hereby and thereby to be consummated by it. Each of the Vendors is duly qualified or licensed and in good standing as a foreign corporation authorized to do business under the Laws of each jurisdiction in which the current ownership, leasing or use of assets by it or the current conduct of business by it requires such licensing or qualification, except where the failure to be so licensed or qualified and in good standing would not, individually or in the aggregate, have a Material Adverse Effect on any of the Vendors, the execution, delivery or performance of this Agreement, or any of the Ancillary Agreements by each of the Vendors or the consummation of the transactions contemplated hereby and thereby to be consummated by each of them. Each of the Vendors is not in violation of any provision of its Organizational Documents except where such violation would not, individually or in the aggregate, have a Material Adverse Effect.

Section 6.2 Authorization, Execution and Enforceability.

Subject to requisite Canadian Court approval and Bankruptcy Court approval, the execution and delivery of this Agreement and the Ancillary Agreements by each of the Vendors, the performance by each of the Vendors of its obligations hereunder and thereunder and the consummation by each of the Vendors of the transactions contemplated hereby and thereby to be consummated by it have been duly authorized by all necessary corporate action on the part of each of the Vendors. Subject to requisite Canadian Court approval and Bankruptcy Court approval, this Agreement constitutes, and, as of the Closing each of the Ancillary Agreements will constitute, a legal, valid and binding obligation of each of the Vendors, enforceable against each of the Vendors in accordance with its respective terms, except insofar as enforceability may be limited by general principles of equity. This Agreement has been, and, as of the Closing each Ancillary Agreement will have been, duly executed and delivered by each of the Vendors.

Section 6.3 No Conflict.

Subject to approval of the Canadian Court and the Bankruptcy Court and receipt of the Consents and Approvals, the execution, delivery and performance by each Vendor of this Agreement and the Ancillary Agreements to which such Vendor is, or on the Closing Date will be, a party do not and will not conflict with or result in a breach of the terms, conditions or provisions of, constitute a default under, result in a violation of, give to any Person any right of

termination, amendment, modification, acceleration or cancellation or any preemptive right or right to the payment of any penalty under, or result in the creation or imposition of any Encumbrance upon any of the assets or property of the Vendors, or require any consent or other action by or declaration or notice to any Government Authority pursuant to (i) the Organizational Documents of the Vendors, (ii) any material contract to which the Vendors are a party or to which any of their assets or property are subject, (iii) any order of any Government Authority or Judicial Authority applicable to any Vendor or by which any of their assets or property are bound, or (iv) any Laws to which any of the Vendors, or any of their assets or property are subject, except for such defaults, violations and notifications that would not, individually or in the aggregate, materially hinder, delay or impair the performance by the Vendors of any of their obligations under the Ancillary Agreements.

Section 6.4 Brokers; Finders.

No finder, broker or similar intermediary acting on behalf of the Vendors is entitled to a commission, fee or other compensation in connection with the negotiation, execution or delivery of this Agreement or the Ancillary Agreements or the consummation of any of the transactions contemplated hereby or thereby.

Section 6.5 Non Resident.

FPI is not a non-resident of Canada within the meaning of the *Income Tax Act* (Canada).

Section 6.6 Title to the FPHI Shares.

FPI is the beneficial owner of record of the FPHI Shares with good title thereto. The FPHI Shares are not subject to any voting trust, shareholder agreement or voting agreement. Upon completion of the transactions contemplated by this Agreement, all of the FPHI Shares will be owned by the Plan Sponsor as the beneficial owner of record, with good title thereto, and, at the Time of Closing, will be free and clear of all Encumbrances, except for Permitted Encumbrances.

Section 6.7 Title to the FTL Shares and the Fraser Madawaska Shares.

FPHI is the beneficial owner of record of the FTL Shares and the Fraser Madawaska Shares, in each case, with good title thereto. None of the FTL Shares or the Fraser Madawaska Shares is subject to any voting trust, shareholder agreement or voting agreement. Upon completion of the transactions contemplated by this Agreement, all of the FTL Shares and the Fraser Madawaska Shares will be owned by the Plan Sponsor as the beneficial owner of record, with good title thereto, and, at the Time of Closing, will be free and clear of all Encumbrances, except Permitted Encumbrances.

Section 6.8 Title to the FNHL Shares.

Fraser Madawaska is the beneficial owner of record of the FNHL Shares with good title thereto. The FNHL Shares are not subject to any voting trust, shareholder agreement or voting agreement. Unless excluded pursuant to Section 2.3(a) hereof, upon completion of the transactions contemplated by this Agreement, all of the FNHL Shares will be owned by Fraser

Madawaska as the beneficial owner of record, with good title thereto, and, at the Time of Closing, will be free and clear of all Encumbrances, except for Permitted Encumbrances.

**ARTICLE 7
REPRESENTATIONS AND WARRANTIES IN RESPECT OF THE PURCHASED
COMPANIES, THE INCLUDED ASSETS AND THE BUSINESS**

Each of the Vendors represents and warrants to the Plan Sponsor, as of the date hereof, as follows:

Section 7.1 Capitalization.

Schedule 7.1 sets out the particulars of the authorized and issued capital of each of the Purchased Companies, the names of the beneficial owners of such securities, and if such beneficial owners are not the registered owners of such securities, the names of the Persons shown on the securities register of the applicable Purchased Company. The owners have good and marketable title, free of all Encumbrances, to the securities which are owned by them, as set out in Schedule 7.1. All of the securities listed in Schedule 7.1 as being issued and outstanding have been validly issued in compliance with all applicable Law and are outstanding as fully paid and non-assessable securities.

Section 7.2 Subsidiaries.

Except for the Katahdin Preferred Shares, FNHL and Former Landfill, none of the Purchased Companies has any other direct or indirect subsidiaries or hold, directly or indirectly, any shares or other ownership, equity or proprietary interests in any other Person or have any agreement of any nature to acquire, directly or indirectly, any shares or other ownership, equity or proprietary interests in any other Person.

Section 7.3 No Other Agreements to Purchase or Sell.

Except as set out in this Agreement and the transactions contemplated thereby and hereby, and except for the Gorham APA, no Person has any written or oral agreement, option or warrant or any right or privilege (whether by applicable Law, pre-emptive or contractual) capable of becoming such for the purchase, subscription, allotment or issuance of any interests in any of the Purchased Companies, the FPHI Shares or any of the Included Property.

Section 7.4 Records.

The Books and Records of each of the Purchased Companies are complete and accurate in all material respects and all corporate proceedings and actions reflected in such Books and Records have been conducted or taken in compliance with all applicable Law and with the applicable Organizational Documents of each of the Purchased Companies, as applicable.

Section 7.5 Compliance with Laws.

Except as set forth in Schedule 7.5, and except as would not, individually or in the aggregate, have a Material Adverse Effect, each of the Purchased Companies has conducted and

continues to conduct the Business in accordance with all Laws and Orders applicable to the Business and, to the knowledge of the Vendors, none of the Purchased Companies is in violation of any Law or any Order applicable to the operation of the Business.

Section 7.6 Permits.

Schedule 7.6 sets forth all of the material Permits and all pending applications therefore which have been issued to, or are held or used by, each of the Vendors which are, or upon issuance, would reasonably be expected to be, material to the conduct of Business or the ownership of the FPHI Shares or the Included Property. The Permits have been duly obtained and are to the knowledge of the Vendors, in full force and effect. The Vendors are in compliance with all material terms of such Permits, in each case except for such violations as would not have, individually or in the aggregate, a Material Adverse Effect.

Section 7.7 Title.

Each of the Vendors, including the Purchased Companies are the beneficial owners of the Included Property, as applicable, and have good and marketable title thereto. Except for the Encumbrances listed in Schedule 7.7 that will be discharged by the Vendors prior to Closing or pursuant to the Plan approved by the Court Orders, each of the Purchased Companies owns its respective Included Property free and clear of all Encumbrances, except Permitted Encumbrances.

Section 7.8 Lands.

Schedule 7.8 contains true and complete descriptions of all of the Lands. Except as described in Schedule 7.8 or except as would not have, individually or in the aggregate, a Material Adverse Effect, the Purchased Companies have title in fee simple to the Lands, as applicable, free and clear of all Encumbrances, except Permitted Encumbrances and Encumbrances that will be discharged by the Vendors on or before Closing or pursuant to the Court Orders. None of the Lands has been classified as "Tree Growth", "Farmland", or "Open Space" property for tax purposes.

Section 7.9 Survival of Covenants, Representations and Warranties.

The covenants, representations and warranties contained in this Agreement, the Ancillary Agreements and in all certificates and documents delivered pursuant to or contemplated by this Agreement or the Ancillary Agreements shall survive the Closing.

**ARTICLE 8
EMPLOYEE MATTERS**

Section 8.1 Continuing Employment.

(a) In the event that the Gorham Assets and the Gorham Mill constitute Included Property, at Closing FNHL shall continue to employ the Unionized Employees who are Employees of FNHL immediately prior to Closing, on the same terms and conditions applicable to such Unionized Employees immediately prior to the Closing.

(b) The Purchased Companies shall continue to employ at Closing such of their respective Employees who are Continuing Employees, pursuant to and in accordance with the terms and conditions of this Agreement. The Vendors and the Plan Sponsor acknowledge that the transactions contemplated by this Agreement shall not constitute a severance of employment of any such Continuing Employee prior to or upon the consummation of the transactions contemplated hereby, and that such employees will have continuous and uninterrupted employment immediately before and immediately after the Closing.

(c) The Purchased Companies agree to provide any required notice under the *Worker Adjustment and Retraining Notification Act*, as amended (the "WARN Act"), and any similar statute, and to otherwise comply with any such statute with respect to any "plant closing" or "mass layoff" (as defined in the WARN Act) or similar event affecting Continuing Employees or Unionized Employees (including as a result of the consummation of the transactions contemplated by this Agreement) and occurring on or after the Closing Date. Between the Effective Date and the Closing Date, the Vendors shall not, without the Plan Sponsor's consent, which consent may be withheld in the Plan Sponsor's sole and absolute discretion, take any action whatsoever that would cause any termination of employment of any Employees by the Purchased Companies during such period of time that would constitute a "plant closing" or "mass layoff" under the WARN Act or any similar statute.

ARTICLE 9 ADDITIONAL AGREEMENTS OF THE PARTIES

Section 9.1 Conduct by the Plan Sponsor.

The Plan Sponsor covenants and agrees that, except as expressly contemplated by this Agreement, or as otherwise required by Law, after the Effective Date and prior to the earlier of the Closing Date or the Termination Date:

(a) the Plan Sponsor shall, and shall cause the Plan Sponsor's Affiliates to, refrain from taking any action which would cause any representation or warranty contained in Article 5 to be untrue or incorrect in any material respect as of the Closing; and

(b) subject to the Court Orders and subject to the express provisions of this Agreement, the Plan Sponsor shall use commercially reasonable efforts (i) to perform and satisfy all conditions to each of the Plan Sponsor's obligations to consummate the transactions contemplated by this Agreement that are to be performed or satisfied by the Plan Sponsor under this Agreement, and (ii) to cause the Closing to occur as promptly as reasonably practicable and the Plan Sponsor shall not, and shall not permit any of the Plan Sponsor's Affiliates to, intentionally take any action that is reasonably likely to prevent or delay the consummation of the transactions contemplated hereby.

Section 9.2 Conduct by the Vendors.

Each of the Vendors covenants and agrees that, except as expressly contemplated by this Agreement, or as otherwise required by Law, after the Effective Date and prior to the earlier of the Closing Date or the Termination Date:

(a) each of the Vendors shall, and shall cause the Vendors' Affiliates to, refrain from taking any action that would cause any representation or warranty contained in Article 6 or Article 7 to be untrue or incorrect as of the Closing; and

(b) subject to the Court Orders and the express provisions of this Agreement, each of the Vendors shall use commercially reasonable efforts (i) to perform and satisfy all conditions to such Vendor's obligations to consummate the transactions contemplated by this Agreement that are to be performed or satisfied by such Vendor under this Agreement; and (ii) to cause the Closing to occur as promptly as reasonably practicable, and each of the Vendors shall not, and shall not permit any of the Vendors' Affiliates to, intentionally take any action that is reasonably likely to prevent or delay the consummation of the transactions contemplated hereby.

Section 9.3 Conduct of Business.

Subject to any Court Orders, after the Effective Date and prior to the earlier of the Closing Date or the Termination Date, to the extent related solely to the Business and the Purchased Companies, each of the Vendors shall, and shall cause the Vendors' Affiliates to, except as may otherwise be consented to by the Plan Sponsor, in writing, acting reasonably: (i) carry on business in the Ordinary Course; (ii) use its best efforts to preserve its business organization and goodwill; (iii) maintain its relationships with suppliers, customers, consultants and others having business relations with it; (iv) retain in its employ all of its employees; and (v) make all payments in the Ordinary Course; and shall not, except as may otherwise be consented to by the Plan Sponsor, acting reasonably:

(a) amend, revise, modify or agree to do any of the foregoing in respect of any Contract material to the Business;

(b) amend, revise, modify or agree to do any of the foregoing in respect of any of the Benefit Plans; and

(c) seek any Order in respect of, in relation to or in connection with the FPHI Shares, the Included Property, the Continuing Obligations or the Business unless such Order is satisfactory to the Plan Sponsor, acting reasonably.

Section 9.4 Access to Information.

Prior to the Closing, the Vendors shall, and shall cause their Subsidiaries to, (i) give the Plan Sponsor and its authorized Representatives, upon reasonable advance notice and during regular business hours, reasonable access to all Books and Records, personnel, officers and other facilities and properties of the Business, (ii) permit the Plan Sponsor to make such copies and inspections thereof, upon reasonable advance notice and during regular business hours, as the Plan Sponsor may reasonably request, (iii) grant the Plan Sponsor and its Representatives reasonable access to each of the facilities of the Business where the FPHI Shares or the Included Property is located for purposes of completing an updated inventory of the fixed assets of the Business for purposes of completing an appraisal of the value thereof, and (iv) cause the officers of the Vendors to furnish the Plan Sponsor with such additional financial and operating data and other information with respect to the Business as is regularly prepared in the Ordinary Course that the Plan Sponsor may from time to time reasonably request; provided, however, that any

such access shall be conducted at the Plan Sponsor's expense, in accordance with Law, at a reasonable time, under the supervision of the Vendors' personnel and in such a manner as to maintain confidentiality and not to unreasonably interfere with the normal operations of the businesses of the Vendors and the Vendors' Affiliates.

Section 9.5 Regulatory Matters.

Each of the Parties, as promptly as practicable after the execution of this Agreement, will make, or cause to be made, all such filings and submissions under all Laws, as may be required for it to consummate the purchase and sale of the FPHI Shares and the Included Property in accordance with the terms of this Agreement. The Parties will coordinate and cooperate with one another in exchanging such information and supplying such assistance as may be reasonably requested by each in connection with the foregoing, including providing each other with all notices and information supplied to or filed with any Governmental Authority (except for notices and information which any Party, acting reasonably, considers highly confidential and sensitive which may be filed on a confidential basis), and all notices and correspondence received from any Governmental Authority.

Section 9.6 Maintenance of Books and Records; Access after Closing.

The Plan Sponsor shall use its commercially reasonable efforts to retain all of the Books and Records delivered to it by the Vendors hereunder and relating to any period ending on or prior to the Closing Date for a period of six (6) years following the Closing Date. At any time during such six-year period, each of the Vendors and its Representatives shall have reasonable access thereto, during normal business hours, in connection with the affairs of the Vendors but the Plan Sponsor shall not be responsible or liable to any of the Vendors for or as a result of any unintentional loss or destruction of or damage to any of the Books and Records.

Section 9.7 Ancillary Agreements.

The Parties shall use their reasonable efforts to promptly negotiate and finalize in good faith the Ancillary Agreements to which it is contemplated they will be Parties. All Ancillary Agreements must be in form and content satisfactory to the Plan Sponsor, acting reasonably.

Section 9.8 Tax Structure.

During the period from the date hereof to the Time of Closing, each of the Vendors shall use its reasonable efforts to assist and co-operate with the Plan Sponsor in structuring the transactions contemplated by this Agreement in a tax effective and tax efficient manner for the Purchased Companies, the Plan Sponsor and the Plan Sponsor's Affiliates, as may be reasonably requested by the Plan Sponsor, provided that the Vendors shall not be required to undertake any structuring that adversely affects the financial condition of the Vendors, acting reasonably.

Section 9.9 Transfer of Assets.

Prior to the Time of Closing, each of the Vendors, other than the Purchased Companies, shall have executed, delivered and registered all documents, at such Vendor's expense and in form and substance satisfactory to the Plan Sponsor, required to release or convey, free of

Encumbrances other than Permitted Encumbrances, to the Purchased Companies any and all right, title and interest in: (i) any and all assets and properties used in the operation of or relating to any or all of the Mills; (ii) the Katahdin Preferred Shares; and (iii) all other Included Property.

Section 9.10 Notice of Untrue Representation or Warranty.

The Vendors will promptly notify the Plan Sponsor, and the Plan Sponsor will promptly notify the Vendors, upon (i) any representation or warranty made by it contained in this Agreement becoming untrue, incorrect or misleading during the period from the date hereof to the Time of Closing and for the purposes of this Section 9.10 each representation and warranty will be deemed to be given at and as of all times during such period; and (ii) becoming aware that any representation or warranty made by it contained in any of the Ancillary Agreements will not be true and correct as at the Time of Closing. Any such notification will set out particulars of the untrue, incorrect or misleading representation or warranty and details of any actions being taken by the Vendors or the Plan Sponsor, as the case may be, to rectify that state of affairs.

Section 9.11 Vendors' Covenants

Each of the Vendors covenants and agrees that none of its obligations under this Agreement or any Ancillary Agreement shall be subject to compromise or arrangement pursuant to the Plan or otherwise under the CCAA Proceedings, any recognition proceedings under the Bankruptcy Case, or any other applicable Law or proceeding.

**ARTICLE 10
CONDITIONS TO CLOSING**

Section 10.1 Conditions for the Benefit of the Plan Sponsor.

The obligations of the Plan Sponsor to consummate the transactions contemplated hereby are, unless waived by the Plan Sponsor, subject to the fulfillment, at or before the Closing or as otherwise specified below, of each of the following conditions:

(a) the representations and warranties of the Vendors set forth in Article 6 and Article 7 shall be true and correct in all material respects;

(b) the Schedules provided on or before the Effective Date and required to be updated and delivered for Closing shall not contain any new information at Closing that would, or would reasonably be expected to have, individually or in the aggregate, a Material Adverse Effect;

(c) (i) no Law shall be in effect, and (ii) no Governmental Authority shall have enacted, issued, promulgated or entered an Order which is in effect, in each case that has the effect of making illegal or otherwise prohibiting the consummation of the transactions contemplated by this Agreement;

(d) the Vendors shall have at all times been in compliance with all of their covenants and agreements in this Agreement;

(e) the Plan Sponsor shall have received the Ancillary Agreements required to be delivered to it by the Vendors at or before the Closing, duly executed by all necessary Persons (other than the Plan Sponsor) and in form and content satisfactory to the Plan Sponsor, acting reasonably;

(f) the Canadian Court shall have entered the Canadian Orders and the Bankruptcy Court shall have entered the U.S. Orders, which orders shall be in form and content satisfactory to the Plan Sponsor, acting reasonably, shall have become Final Orders, and shall not have been stayed, modified or amended in any way;

(g) no injunction or other Order shall have been issued to enjoin, restrict or prohibit any of the transactions contemplated by this Agreement;

(h) all actions, proceedings, instruments and documents required to complete the Transaction, including the Agreement and the Ancillary Agreements, shall have been approved as to form, substance and legality by the Plan Sponsor, and the Plan Sponsor and the Vendors shall have entered into the Ancillary Agreements;

(i) satisfaction of the Plan Sponsor, acting reasonably, that on Closing none of the Purchased Companies will be liable for any Liabilities other than the Continuing Obligations, solely as specifically and expressly provided for in this Agreement;

(j) satisfaction of the Plan Sponsor, acting reasonably, that none of it or the Plan Sponsor's Affiliates will assume or be deemed to assume any Liabilities of the Purchased Companies or the Vendors as a result of having entered into this Agreement or having taken any action contemplated by or in furtherance of this Agreement or the Transaction;

(k) each of the Vendors shall have complied, at all times, with the terms and conditions of all of its agreements with the Plan Sponsor and the Plan Sponsor's Affiliates including, without limitation, the DIP Lender;

(l) the obligations of the Vendors under or in respect of the Brookfield DIP Facility shall not have materially exceeded the borrowing projections contemplated by the Budget and, in any case, shall not at Closing exceed US\$15,000,000 less the amount of the net proceeds realized or to be realized from a sale or liquidation of the Gorham Assets and the Gorham Mill on or before Closing;

(m) (i) the Vendors shall have promptly applied all cash-on-hand and cash receipts (including, without limitation, all net proceeds realized from a sale or liquidation of the Gorham Assets and the Gorham Mill and the Cash Component) to repayment of all amounts owing under the Brookfield DIP Facility; (ii) all obligations under the Brookfield DIP Facility shall have been fully paid and satisfied in the manner contemplated by this Agreement (including, without limitation, in relation to the Brookfield Letters of Credit); and (iii) the Brookfield DIP Facility shall have been terminated and cancelled in a manner satisfactory to the DIP Lender, acting reasonably;

(n) the transfers and conveyances contemplated in Section 9.9 shall have been completed, in form and substance satisfactory to the Plan Sponsor;

(o) the Plan shall have received all necessary or desirable approvals to the satisfaction of the Plan Sponsor, acting reasonably, and the Plan Sponsor shall be satisfied, acting reasonably, with the terms and conditions of the Plan and all other materials and documents relating to the Plan or the Transaction;

(p) the Closing shall have occurred and the Transaction shall have been consummated on or prior to February 15, 2011;

(q) all Consents and Approvals shall have been obtained on terms and conditions satisfactory to the Plan Sponsor, acting reasonably, in respect of the transactions contemplated by this Agreement including, without limitation, the sale of the FPHI Shares, the release and assignment of the Included Property (including Contracts, Permits and Timber Licences of the Purchased Companies), and the implementation of the Plan;

(r) no Material Adverse Effect shall, individually or in the aggregate, have occurred between the Effective Date and the Closing Date; and

(s) all other events and actions contemplated by this Agreement shall have been completed, and the Vendors shall be in compliance with all of their obligations and agreements under this Agreement, the Plan, and the Court Orders, all to the satisfaction of the Plan Sponsor, acting reasonably.

The foregoing conditions are for the exclusive benefit of the Plan Sponsor and may be waived by the Plan Sponsor in whole or in part. Any such waiver shall be binding on the Plan Sponsor only if made in writing.

Section 10.2 Conditions for the Benefit of the Vendors.

The obligations of the Vendors to consummate the transactions contemplated hereby are, unless waived by the Vendors, subject to the fulfillment, at or before the Closing, of each of the following conditions:

(a) payment of the Purchase Price as set forth in Section 4.2, subject to adjustment as set forth in Section 4.1(b) and Section 4.5 of this Agreement;

(b) the representations and warranties of the Plan Sponsor set forth in Article 5 shall be true and correct in all material respects;

(c) (i) no Law shall be in effect, and (ii) no Governmental Authority shall have enacted, issued, promulgated or entered an Order which is in effect, in each case that has the effect of making illegal or otherwise prohibiting the consummation of the transactions contemplated by this Agreement;

(d) the Plan Sponsor shall have at all times been in compliance in all material respects with all of its covenants and agreements set forth in this Agreement;

(e) the Vendors shall have received the Ancillary Agreements required to be delivered to them by the Plan Sponsor at or before the Closing, duly executed by all necessary

Persons (other than the Vendors) and in form and content satisfactory to the Vendors, acting reasonably;

(f) (i) the Canadian Court shall have entered the Canadian Orders and the Bankruptcy Court shall have entered the U.S. Orders, which orders shall not have been stayed, modified or amended in any way;

(g) no injunction or other Order shall have been issued to enjoin, restrict or prohibit any of the transactions contemplated by this Agreement; and

(h) this Agreement shall have been approved by the Board of Directors of the Vendors.

The foregoing conditions are for the exclusive benefit of the Vendors and may be waived by the Vendors in whole or in part. Any such waiver shall be binding on the Vendors only if made in writing.

ARTICLE 11 TRANSACTIONAL COSTS

Section 11.1 Payment of Transactional Costs.

The Plan Sponsor and the Vendors shall be liable for all of their own Transactional Costs and transactional taxes payable under any Law on or with respect to the transactions contemplated by this Agreement.

Section 11.2 Elections.

The Vendors and the Plan Sponsor agree to make, execute and file with the appropriate taxing authorities such elections or purchase exemption certificates as the parties hereto agree are reasonable or mutually desirable, if any, in prescribed form and within the prescribed time.

Section 11.3 U.S. Tax Certificate Information

The Vendors shall provide to the Plan Sponsor prior to Closing such information as the Plan Sponsor may reasonably request to allow the Plan Sponsor to confirm that the stock of FPHI does not constitute a "United States real property interest" within the meaning of Section 897(c)(1) of the United States Internal Revenue Code of 1986, as amended, and such statements and documents in relation thereto as the Plan Sponsor may reasonably request for filing with or delivery to applicable tax authorities including, without limitation, in relation to the filing of certificates substantially in the form of Exhibits B and C attached to this Agreement.

**ARTICLE 12
CLOSING**

Section 12.1 Location and Time of the Closing.

Upon the terms and subject to the conditions hereof, the closing of the transactions contemplated by this Agreement (the "Closing") shall take place at the offices of Torys LLP, located at Suite 3000, 79 Wellington St. West, Toronto-Dominion Centre, Toronto, Ontario, M5K 1N2, or such other place as the Plan Sponsor and the Vendors may mutually agree, no later than three (3) Business Days following the date on which the conditions set forth in Section 10.1 and Section 10.2 of this Agreement have been satisfied or (if permissible) waived (other than the conditions which by their nature are to be satisfied at the Closing, but subject to the satisfaction or (if permissible) waiver of such conditions), or such other date as the Vendors and the Plan Sponsor may mutually agree (the "Closing Date"). The Closing shall be deemed to have been consummated and become effective for all purposes as of 12:01 a.m. Toronto time on the Closing Date.

Section 12.2 Closing Deliveries of the Vendors.

At the Closing, the Vendors shall deliver or cause to be delivered to the Plan Sponsor:

- (a) assignments or other instruments of transfer duly endorsed in blank, or accompanied by share powers or other instruments of transfer duly executed in blank, and otherwise in form and substance reasonably acceptable to the Plan Sponsor for transfer of the FPHI Shares to the Plan Sponsor, bills of sale, assurances, transfers, assignments, consents, and such other agreements, documents and instruments as may be reasonably required by the Plan Sponsor to complete the Transactions provided for in this Agreement;
- (b) all original certificates and instruments in respect of the FPHI Shares;
- (c) the written resignation of each member of the board of directors and officer of each of the Purchased Companies, together with a release in favour of each of the Purchased Companies in his or her capacity as director or officer only effective as at the Closing;
- (d) all Books and Records relating to the Purchased Companies;
- (e) a certificate, dated the Closing Date, confirming that all of the representations and warranties of the Vendors contained in this Agreement are true as of the Closing-Date, with the same effect as though made on and as of the Closing Date. For greater certainty, the representations and warranties of the Vendors contained in this Agreement made as of the Closing Date shall not be qualified by knowledge;
- (f) the Schedules to this Agreement updated and delivered for Closing pursuant to the terms of this Agreement in form and content satisfactory to the Plan Sponsor, acting reasonably;

(g) an acknowledgement, dated the Closing Date, that each of the conditions precedent in Section 10.2 of this Agreement have been fulfilled, performed or waived as of the Closing Date;

(h) a certified copy of each of the Canadian Orders;

(i) a certified copy of each of the U.S. Orders;

(j) the Consents and Approvals;

(k) a certificate substantially in the form of Exhibit B;

(l) a Notice substantially in the form of Exhibit C;

(m) an executed copy of the Monitor's Certificate;

(n) a counterpart signature page to each Ancillary Agreement, duly executed by each of the Vendors, as applicable; and

(o) such other certificates, instruments and documents, in form and substance reasonably satisfactory to the Plan Sponsor, as may be contemplated by this Agreement or as the Plan Sponsor may reasonably request.

Section 12.3 Closing Deliveries of the Plan Sponsor.

At the Closing, the Plan Sponsor shall deliver, or cause to be delivered, to the Vendors:

(a) payment of the Purchase Price as set forth in Section 4.2;

(b) a counterpart signature page to each Ancillary Agreement, duly executed by the Plan Sponsor;

(c) a certificate, dated the Closing Date, confirming that all of the representations and warranties of the Plan Sponsor contained in this Agreement are true as of the Closing Date, with the same effect as though made on and as of the Closing Date;

(d) an acknowledgement, dated the Closing Date, that each of the conditions precedent in Section 10.1 of this Agreement have been fulfilled, performed or waived as of the Closing Date; and

(e) such other certificates, instruments and documents in form and substance reasonably acceptable to the Vendors, as the Vendors may reasonably request.

Section 12.4 Maine Real Estate Transfer Taxes.

At Closing, the Plan Sponsor and the Purchased Companies, as applicable, conveying the Lands relating to the Included Assets and/or the Mills shall execute one or more real estate transfer declarations that shall establish the portion of the Purchase Price that is allocable to such Lands. The Plan Sponsor and the Purchased Companies, as applicable, shall use best

commercial efforts to establish that the transfer of such Lands hereunder is exempt from taxation under 36 MRSA Sec. 4641-C(14). Notwithstanding Section 11.1 hereof, to the extent that any taxes are payable with respect to the transfer of such Lands, the Plan Sponsor and the Vendors shall each be responsible for, and pay, 50% of such taxes.

Section 12.5 Possession.

The Purchased Companies shall be entitled to vacant possession of the Mills and other Included Property on and after Closing. The Vendors shall deliver to the Purchased Companies on Closing such keys, lock and safe combinations and other similar items as the Purchased Companies may require to obtain immediate and full occupation, possession and control of the Mills and the Included Property.

**ARTICLE 13
RISK AND TERMINATION**

Section 13.1 Risk of Loss.

The FPPI Shares and the Included Property shall be and remain the risk of the Vendors until Closing and at the risk of the Plan Sponsor (in the case of the FPPI Shares) and the Purchased Companies (in the case of the Included Property) from and after Closing. If, prior to Closing, the Included Property shall be substantially damaged or destroyed by fire or other casualty, then, at its option, the Plan Sponsor may decline to complete the Transaction. Such option shall be exercised within five (5) Business Days after notification to the Plan Sponsor by the Vendors of the occurrence of damage or destruction (or prior to the Closing Date if such occurrence takes place within five (5) Business Days of the Closing Date) in which event this Agreement shall be terminated automatically. If the Plan Sponsor does not exercise such option, it shall complete the Transaction and shall be entitled to an assignment of the proceeds of insurance referable to such damage or destruction. Where any damage or destruction is not substantial, the Plan Sponsor shall complete the Transaction and shall be entitled to an assignment of the proceeds of insurance referable to such damage or destruction provided that such damage or destruction is insured or, otherwise by an agreed abatement.

Section 13.2 Termination.

This Agreement may be terminated at any time prior to the Closing:

- (a) by mutual written consent of the Parties;
- (b) by the Plan Sponsor, upon written notice to the Vendors, if the Closing does not take place by February 15, 2011 (the "Termination Date");
- (c) by the Plan Sponsor in the event of a material breach by the Vendors of the Vendors' representations, warranties, agreements or covenants set forth in this Agreement, which breach would result in a failure to satisfy the conditions to Closing set forth in Section 10.1 of this Agreement;

(d) by the Vendors in the event of a material breach by the Plan Sponsor of the Plan Sponsor's representations, warranties, agreements or covenants set forth in this Agreement, which breach would result in a failure to satisfy the conditions to Closing set forth in Section 10.2 of this Agreement;

(e) by the Plan Sponsor if any of the conditions in Section 10.1 of this Agreement have not been satisfied by Closing and the Plan Sponsor has not waived such condition at or prior to Closing; or

(f) by the Vendors if any of the conditions in Section 10.2 of this Agreement have not been satisfied by Closing and the Vendors have not waived such condition at or prior to Closing.

Section 13.3 Effects of Termination.

If this Agreement is terminated pursuant to Section 13.2, all further obligations of the Parties under or pursuant to this Agreement shall terminate without further liability of any Party to the other except for the provisions of: (i) Section 7.9 (Survival of Covenants, Representations and Warranties); (ii) Section 13.2 (Termination); (iii) Section 13.3 (Effects of Termination); and (iv) Article 14 (Miscellaneous), provided, that neither the termination of this Agreement nor anything in this Section shall relieve any Party from liability for any breach of this Agreement occurring before the termination hereof and thereof.

ARTICLE 14 MISCELLANEOUS PROVISIONS

Section 14.1 Confidentiality.

The Parties hereby agree to keep confidential this Agreement and the terms and conditions contained herein, and not at any time to disclose such information except: (i) where such information is in the public domain through no breach of the terms of this Agreement by either Party, (ii) where such information is required by Law to be disclosed to any Governmental Authority (including, without limitation, any stock exchange), (iii) on a need to know basis to each of the Parties' Representatives, (iv) as required in connection with the CCAA Proceedings and the Bankruptcy Case, or as otherwise directed by the Canadian Court and the Bankruptcy Court, or (v) where disclosure is agreed to in writing between the Parties.

Section 14.2 Non-Disclosure.

Except (i) as and to the extent required by Law, the CCAA Proceedings or the Bankruptcy Case, (ii) to its Representatives, (iii) to the Monitor and its Representatives, or (iv) to the DIP Lender and its Representatives, neither the Plan Sponsor nor the Vendors shall, and each shall direct its Representatives not to, without the prior written consent of the other Party, directly or indirectly, make any public comment, statement or communication with respect to, or otherwise disclose or permit the disclosure of the existence of discussions regarding, a possible transaction between the Parties or any of the terms, conditions or other aspects of the Transaction or the contents of this Agreement or the Ancillary Agreements.

Section 14.3 Expenses.

The Plan Sponsor and the Vendors shall be responsible for their own respective costs and expenses incurred in connection with this Agreement and the transactions contemplated by this Agreement.

Section 14.4 Solicitors and Agents and Tender

Any notice, approval, waiver, agreement, instrument, document or communication permitted, required or contemplated in this Agreement may be given or delivered and accepted or received by the Plan Sponsor's Solicitors on behalf of the Plan Sponsor and by the Vendors' Solicitors on behalf of the Vendors and any tender of this Agreement or the Ancillary Agreements and the balance of the Purchase Price may be made upon the Vendors' Solicitors and the Plan Sponsor's Solicitors, as the case may be.

Section 14.5 Successors and Assigns.

This Agreement shall enure to the benefit of, and be binding on, the Parties and their respective successors and permitted assigns. This Agreement may not be assigned by either Party without the prior written consent of the other, which consent shall not be unreasonably withheld; provided, however, that the Plan Sponsor may, without the consent of the Vendors, assign and delegate its rights under this Agreement to one or more of the Plan Sponsor's Affiliates, and in interpreting this Agreement any such assignee(s) shall be considered the "Plan Sponsor".

Section 14.6 Third Party Beneficiaries.

Each Party hereto intends that this Agreement shall not benefit or create any right or cause of action in or on behalf of any Person other than the Parties hereto and their successors and permitted assigns, and no Person, other than the Parties hereto and their successors and their permitted assigns, shall be entitled to rely on the provisions hereof in any action, suit, proceeding, hearing or other forum.

Section 14.7 Notices.

(a) Mode of Giving Notice. Any notice, direction, certificate, consent, determination or other communication required or permitted to be given or made under this Agreement shall be in writing and shall be effectively given and made if (i) delivered personally, (ii) sent by prepaid courier service or mail, or (iii) sent prepaid by fax or other means of electronic communication, in each case to the applicable address set out below:

(i) if to the Plan Sponsor, to:

c/o Brookfield Asset Management Inc.
181 Bay Street, Suite 300
Brookfield Place
Toronto, Ontario M5J 2T3

Attention: Sam Pollock/Justin Beber
Email: spollock@brookfield.com/jbeber@brookfield.com
Fax No.: 416.365.9642

with a copy to:

Torys LLP
Suite 3000, 79 Wellington Street West
Toronto-Dominion Centre
Toronto, Ontario M5K 1N2

Attention: Tony DeMarinis/Natasha De Cicco
Email: tdemarinis@torys.com/ndecicco@torys.com
Fax No.: 416.865.7380

(ii) if to the Vendors, to:

c/o Fraser Papers Inc.
181 Bay Street, Suite 200
Brookfield Place
Toronto, Ontario M5J 2T3

Attention: Glen McMillan
Email: gmcmillan@toronto.fraserpapers.com
Fax No.: 416.359.8606

with a copy to:

Thomton Grout Finnigan LLP
Suite 3200, 100 Wellington Street West
Toronto-Dominion Centre
Toronto, Ontario M5K 1K7

Attention: D.J. Miller
Email: djmiller@tgf.ca
Fax No.: 416.304.1313

with a copy to counsel for the Monitor:

Goodmans LLP
Bay Adelaide Centre
333 Bay Street, Suite 3400
Toronto, Ontario M5H 2S7

Attention: Robert Chadwick
Email: rchadwick@goodmans.ca
Fax: 416.979.1234

(b) Deemed Delivery of Notice. Any such communication so given or made shall be deemed to have been given or made and to have been received on the day of delivery if delivered, or on the day of faxing or sending by other means of recorded electronic communication, provided that such day in either event is a Business Day and the communication is so delivered, faxed or sent before 4:30 p.m. (Toronto time) on such day. Otherwise, such communication shall be deemed to have been given and made and to have been received on the next following Business Day. Any such communication sent by mail shall be deemed to have been given and made and to have been received on the fifth Business Day following the mailing thereof; provided however that no such communication shall be mailed during any actual or apprehended disruption of postal services. Any such communication given or made in any other manner shall be deemed to have been given or made and to have been received only upon actual receipt.

Section 14.8 Time of Essence.

Time shall be of the essence of this Agreement in all respects.

Section 14.9 Further Assurances.

Each of the Parties hereto shall promptly do, make, execute or deliver, or cause to be done, made, executed or delivered, all such further acts, documents and things as the other Party hereto may reasonably require from time to time for the purpose of giving effect to this Agreement and shall use reasonable efforts and take all such steps as may be reasonably within its power to implement to their full extent the provisions of this Agreement.

Section 14.10 Counterparts.

This Agreement may be executed in counterparts, each of which shall be deemed to be an original and both of which taken together shall be deemed to constitute one and the same instrument. To evidence its execution of an original counterpart of this Agreement, a Party may send a copy of its original signature on the execution page hereof to the other Party by facsimile transmission or other means of electronic communication and such transmission shall constitute delivery of an executed copy of this Agreement to the receiving Party.

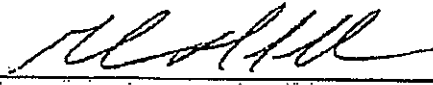
Section 14.11 Paramountcy.


In the event of any conflict or inconsistency between the provisions of this Agreement and any other agreement, document or instrument executed or delivered in connection with the Transaction or this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail to the extent of such inconsistency.

[Remainder of the Page Intentionally Left Blank; Signature Page Follows]

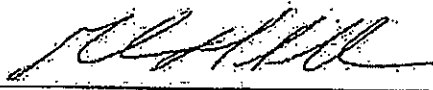
IN WITNESS WHEREOF the Parties have executed this Agreement as of the date first above written.

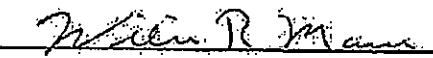
FRASER PAPERS INC.

By: 
Name: Glen McMillan
Title: Chief Restructuring Officer

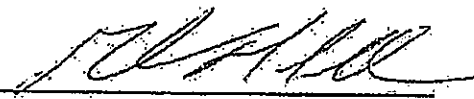
By: 
Name: William Manzer
Title: Senior Vice President, Strategy
and Special Project

FRASER PAPERS LIMITED

By: 
Name: Glen McMillan
Title: Secretary

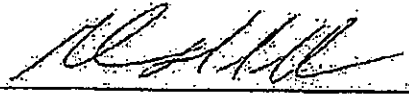
By: 
Name: William Manzer
Title: Vice President

FPS CANADA INC.

By: 
Name: Glen McMillan
Title: Secretary

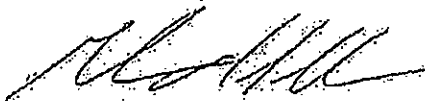
By: 
Name: William Manzer
Title: Vice President

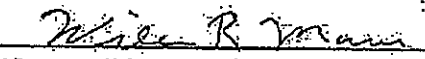
FRASER PAPERS HOLDINGS INC.

By: 
Name: Glen McMillan
Title: Secretary

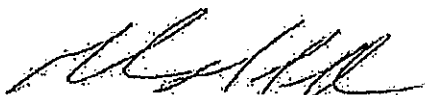
By: 
Name: William Manzer
Title: Vice President

FRASER TIMBER LIMITED

By: 
Name: Glen McMillan
Title: Secretary

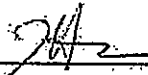
By: 
Name: William Manzer
Title: Vice President

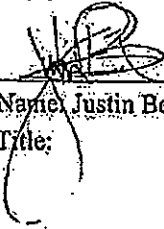
FRASER N.H. LLC

By: 
Name: Glen McMillan
Title: Secretary

By: 
Name: William Manzer
Title: Vice President

**BROOKFIELD ASSET MANAGEMENT
INC.**

By: 
Name: Jeffrey Haar
Title:

By: 
Name: Justin Beber
Title:

Schedule 3.1
Continuing Obligations

- (i) Ordinary Course trade payables and accrued payables outstanding as of the Closing Date for goods provided and services rendered following the Filing Date by Person(s) listed in Schedule 3.1(a) attached hereto in relation solely to the Purchased Companies and the Business and all accrued payroll obligations and accrued vacation pay for Continuing Employees and, to the extent that the Gorham Assets are Included Property, the Unionized Employees but excluding, for greater certainty, any and all Intercompany Receivables and Intercompany Liabilities, any and all trade payables and accrued payables to be paid by the Purchased Companies in the Ordinary Course prior to the Closing Date and any and all trade payables and accrued payables for goods provided and services rendered to the Vendors other than the Purchased Companies or to the Purchased Companies for purposes other than the Business (collectively, the "Continuing Accounts Payable");
- (ii) Liabilities arising from asset retirement obligations of FTL in respect of the Ashland Assets and the Masardis Assets that are consistent with past public disclosure and disclosure to the Plan Sponsor and the Plan Sponsor's Affiliates;
- (iii) To the extent that the Gorham Assets and the Gorham Mills are not Excluded Property, Liabilities arising from asset retirement obligations of FNHL in respect of the Gorham Assets that are consistent with past public disclosure and disclosure to the Plan Sponsor and the Plan Sponsor's Affiliates;
- (iv) unless the Vendors implement Alternative LC Arrangements on or prior to Closing, Liabilities of the Purchased Companies arising from the Workers Compensation Obligations that are consistent with past public disclosure and disclosure to the Plan Sponsor and the Plan Sponsor's Affiliates, up to a maximum aggregate amount equal to the maximum aggregate amount payable under the Brookfield Letters of Credit;
- (v) Liabilities arising from the employment of the Continuing Employees and, to the extent that the Gorham Assets and Gorham Mill constitute Included Property, the Unionized Employees from and after the Closing Date in accordance with the provisions of Section 8.1 of this Agreement; and
- (vi) Liabilities arising from the landfill maintenance obligations of Former Landfill to any Governmental Authority in respect of the landfill located in the city of Moraine, Ohio that are consistent with past public disclosure and disclosure to the Plan Sponsor and the Plan Sponsor's Affiliates.

Schedule 3.1(a)
Continuing Accounts Payable

Amounts payable to the following Persons listed hereto.

Notwithstanding anything to the contrary, Continuing Accounts Payable shall not include any amounts owing by any of the Vendors or the Purchased Companies in respect of any goods provided or services rendered, or any other transaction or event occurring, prior to the Filing Date (the "Pre-petition Payables"), and neither the Plan Sponsor nor the Purchased Companies shall under any circumstance be responsible or liable for the Pre-petition Payables.

Schedule "B" – Promissory Notes

NON-NEGOTIABLE NON-TRANSFERABLE
UNSECURED PROMISSORY NOTE

Toronto, Ontario

Principal Amount: US\$30,000,000

April 28, 2010

1. General

(a) FOR VALUE RECEIVED the undersigned, Twin Rivers Paper Company Inc., a corporation incorporated and existing under the laws of the Province of Ontario, having a head office at 27 Rice Street Edmundston, NB, E3V 1S9 (hereinafter, together with its successors and permitted assigns, referred to as the "Payor"), hereby promises to pay to Fraser Papers Inc. (together with its successors and permitted assigns, hereinafter referred to as the "Payee"), on the Maturity Date, in lawful money of the United States, the sum of Thirty Million Dollars (US\$30,000,000) (the "Principal Amount"), as adjusted pursuant to Section 3.8 of the Purchase Agreement (defined below), at its office at Toronto, Ontario, or at such other place as the Payee may designate.

(b) This Promissory Note is issued pursuant to and is subject to the provisions of the Purchase Agreement. All capitalized terms used but not otherwise defined herein shall have the meanings ascribed thereto in the Purchase Agreement. The terms and conditions of the Purchase Agreement are incorporated herein by reference with the same force and effect as if such terms and conditions were fully set forth herein.

2. Definitions

In this Promissory Note, capitalized terms used but otherwise defined herein shall have the following meanings ascribed to such terms:

"**Brookfield Debt**" means any debt owing to Brookfield Asset Management Inc. (or its successors) or an affiliate thereof, pursuant to the definition of "affiliate" in the *Business Corporations Act* (Ontario) as such definition exists as of the date of this Promissory Note.

"**CIT Facility**" means the senior secured credit facility dated as of the date hereof between the Payor, as borrower, certain subsidiaries of the Payor, as guarantors, CIT Business Credit Canada Inc. as agent and lender and the other lenders party thereto from time to time, as may be amended, restated, or otherwise modified from time to time.

"**Fraser Papers**" shall mean, collectively, Fraser Papers Inc. and its subsidiaries (being, on the date hereof, Fraser Papers Limited, FPS Canada Inc., Fraser Papers Holdings Inc., Fraser Timber Limited and Fraser N.H. LLC).

"**Maturity Date**" means April 28, 2018.

"**Purchase Agreement**" means the asset purchase agreement dated as of December 22, 2009 (as amended, modified or restated from time to time) between Fraser Papers, as Vendors, and Brookfield Asset Management Inc. or its designate(s), as Purchaser, as assigned to the Payor and

Twin Rivers Paper Company LLC pursuant to an assignment and assumption agreement dated as of April 28, 2010.

"Senior Indebtedness" means the principal of and the interest and premium (or any other amounts payable thereunder), if any, on:

(a) all indebtedness, liabilities and obligations of the Payor in respect of any indebtedness which is secured by liens, encumbrances or charges on any assets of the Payor, whether outstanding on the date of this Promissory Note or thereafter created, incurred, assumed or guaranteed, including, for greater certainty, all indebtedness, liabilities and obligations of the Payor under or in respect of the CIT Facility; and

(b) renewals, extensions, restructurings, refinancings and refundings of any such indebtedness, liabilities or obligations;

unless in each case it is provided by the terms of the instrument creating or evidencing such indebtedness, liabilities or obligations that such indebtedness, liabilities or obligations are *pari passu* with or subordinate in right of payment to this Promissory Note.

"Trustee" means a trustee appointed to hold an interest in the Principal Amount for the benefit of one or more classes or groups of creditors of Fraser Papers.

3. Intercreditor Agreement

The Payee hereby acknowledges and agrees that all rights and remedies of the Payee (including its successors and assigns) hereunder, including with respect to payment and enforcement of this Promissory Note, are subject to the Intercreditor Agreement dated April 28, 2010 between, among others, CIT Business Credit Canada Inc. and the Payee (the "Intercreditor Agreement").

4. Term

The Principal Amount shall be payable only on the Maturity Date, unless the Principal Amount is prepaid earlier in accordance with the terms and conditions of this Promissory Note and the Intercreditor Agreement. Notwithstanding the foregoing, but subject to the Intercreditor Agreement, the Principal Amount shall become due and payable in the event that the Payor institutes legal proceedings in respect of itself or substantially all of its property and assets under any federal, provincial or applicable foreign law relating to bankruptcy, insolvency, receivership, or creditor protection of insolvent persons (including the Bankruptcy and *Insolvency Act* (Canada) and the *Companies' Creditors Arrangement Act* (Canada)) or any such legal proceedings are instituted by creditors of the Payor and are not withdrawn, dismissed or terminated within sixty (60) days thereof.

5. Non-Interest Bearing Promissory Note

The Principal Amount shall not bear any interest.

6. Unsecured, Subordinated Promissory Note

This Promissory Note is a direct obligation of the Payor but is not secured by any mortgage, pledge, hypothec or other charge, lien or encumbrance. This Promissory Note and all Replacement Notes (as such term is defined below) shall rank *pari passu* with all other outstanding direct, unsecured and unsubordinated present and future obligations (except as otherwise prescribed by law) of the Payor and will be payable rateably without preference or priority. The Principal Amount hereof is subordinated and postponed to the repayment in full of all Senior Indebtedness of the Payor, provided that notwithstanding the foregoing postponement, the Payor shall repay the Promissory Note on the Maturity Date provided that no default then exists or would result from such payment under any Senior Indebtedness the terms of which would prohibit such repayment if a default then exists or would result from such payment, and provided further that if such Senior Indebtedness is also Brookfield Debt, then 180 days following the Maturity Date the Payee shall be free to pursue its available remedies to enforce payment upon the Promissory Note, however the Promissory Note shall remain subordinated to all Senior Indebtedness including Brookfield Debt.

7. Voluntary Prepayment

The Payor shall have the right and the privilege, at its sole option, of prepaying in whole or in part any portion of the Principal Amount at any time or from time to time prior to the Maturity Date without premium or penalty in minimum increments of US\$1,000,000. In the event that more than one Promissory Note is outstanding as a result of any replacement Promissory Notes being issued pursuant to Section 7 or Section 13, any such voluntary prepayment shall be made in respect of all notes held by parties having claims of equal priority in respect of one another, on a *pro rata* basis. The Payee shall not have the right to require the Payor to redeem or call for the repayment of this Promissory Note at any time prior to the Maturity Date.

8. Successors and Assigns

This Promissory Note shall enure to the benefit of and shall be binding upon the Payor and the Payee and their respective successors and permitted assigns. This Promissory Note shall not be transferable or assignable by the Payee, its successors or its permitted assigns without the prior written consent of the Payor, in its sole and absolute discretion; provided however that:

(a) the Payee may transfer or assign this Promissory Note, in whole and not in part, without the consent of the Payor, to a successor (by operation of law or otherwise) of Fraser Papers; and

(b) the Payee may transfer or assign this Promissory Note, in whole or in part, without the consent of the Payor, to one or more Trustees or a nominee of such Trustee and any successor trustee or nominee thereof, holding the Promissory Note on behalf of Fraser Papers or any Persons designated by Fraser Papers or to whom an interest in the Promissory Note is to be distributed in accordance with such Orders of the Canadian Court and the Bankruptcy Court as may subsequently be made, provided that (i) the terms of any Order authorizing any such distribution shall expressly provide that such distribution, and the rights and remedies of any successor or assign of Payee, is subject to the Intercreditor Agreement, and (ii) Payor is satisfied, acting reasonably, that such transfer or assignment would not result in the Payor becoming a

reporting issuer in any province or territory of Canada (or the equivalent in any other jurisdiction).

9. Amendment

This Promissory Note may not be modified, except and only by a written instrument executed by the Payor and the Payee.

10. Non-Negotiable Instrument

This Promissory Note is not and is not intended to be a negotiable instrument.

11. Governing Law

This Promissory Note is governed by and construed in accordance with the laws of the Province of Ontario and the federal laws of Canada applicable therein.

12. Submission to Jurisdiction

(a) The Payee hereby irrevocably and unconditionally submits, for itself and its property, to the non-exclusive jurisdiction of the courts of the Province of Ontario, and any appellate court thereof, in any action or proceeding arising out of or relating to this Promissory Note, or enforcement of any judgment, and each of the Payor and the Payee hereby irrevocably and unconditionally agrees that all claims in respect of any such action or proceeding may be heard and determined in Ontario. Each of the Payor and the Payee agrees that a final judgment in any such action or proceeding shall be conclusive and may be enforced in other jurisdictions by suit on the judgment or in any other manner provided by applicable law. Nothing in this Promissory Note shall affect any right that the Payor may otherwise have to bring any action or proceeding relating to this Promissory Note against the Payee in the courts of any other jurisdiction.

(b) The Payee hereby irrevocably and unconditionally waives, to the fullest extent it may legally and effectively do so, any objection which it may now or hereafter have to the laying of venue of any suit, action or proceeding arising out of or relating to this Promissory Note in any court referred to in this Section 12(b). Each of the Payor and the Payee hereby irrevocably waives, to the fullest extent permitted by applicable law, any *forum non conveniens* defence to the maintenance of such action or proceeding in any such court.

13. Waiver of Jury Trial

EACH OF THE PAYOR AND THE PAYEE HEREBY IRREVOCABLY AND UNCONDITIONALLY WAIVES, TO THE FULLEST EXTENT PERMITTED BY APPLICABLE LAW, ANY RIGHT IT MAY HAVE TO A TRIAL BY JURY IN ANY LEGAL PROCEEDING DIRECTLY OR INDIRECTLY ARISING OUT OF OR RELATING TO THIS PROMISSORY NOTE (WHETHER BASED ON CONTRACT, TORT OR ANY OTHER THEORY). EACH OF THE PAYOR AND THE PAYEE (A) CERTIFIES THAT NO REPRESENTATIVE, AGENT OR ATTORNEY OF ANY OTHER PARTY HAS REPRESENTED, EXPRESSLY OR OTHERWISE, THAT SUCH OTHER PARTY WOULD

NOT, IN THE EVENT OF LITIGATION, SEEK TO ENFORCE THE FOREGOING WAIVER AND (B) ACKNOWLEDGES THAT IT AND THE OTHER PARTIES HERETO HAVE BEEN INDUCED TO ENTER INTO THIS AGREEMENT BY, AMONG OTHER THINGS, THE MUTUAL WAIVERS AND CERTIFICATIONS IN THIS SECTION.

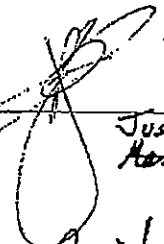
14. Replacement Notes

(a) Should it be determined pursuant to Section 3.8 of the Purchase Agreement, that the Principal Amount of the Promissory Note is to be adjusted to an amount other than \$30,000,000, the Payee shall promptly return this Promissory Note to the Payor in exchange for a promissory note in identical form in the amount of such adjusted Principal Amount.

(b) Upon receiving written notice of any assignment by the Payee of this Promissory Note made in accordance with Section 8, the Payor shall, upon request by the Payee and return of the original Promissory Note to be replaced, issue a replacement promissory note or notes in identical form to reflect such whole or partial transfer. For greater certainty, any replacement note issued in accordance with this Section shall state that the rights and remedies of the Payee thereunder are subject to the Intercreditor Agreement.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned hereunto sets its hand and seal as of the date first set forth above.

TWIN RIVERS PAPER COMPANY INC.

By: 
Name: Justin Beber
Title: Managing Partner - General Vice President

Agreed to and acknowledged as of this 28 day of April, 2010.

FRASER PAPERS INC.

By: _____
Name:
Title:

[Signature Page to Promissory Note]

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned hereunto sets its hand and seal as of the date first set forth above.

TWIN RIVERS PAPER COMPANY INC.

By: _____

Name: _____

Title: _____

Agreed to and acknowledged as of this 28 day of April, 2010.

FRASER PAPERS INC.

By: _____

Name: *Glen McMillan*

Title: *Senior VP and CFO*

By: _____

Name: *Marina Mueller*

Title: *Assistant Corporate Secretary*

[Signature Page to Promissory Note]

NON-NEGOTIABLE NON-TRANSFERABLE
UNSECURED PROMISSORY NOTE

Toronto, Ontario

Principal Amount: US\$10,000,000

April 28, 2010

1. **General**

(a) FOR VALUE RECEIVED the undersigned, Twin Rivers Paper Company Inc., a corporation incorporated and existing under the laws of the Province of Ontario, having a head office at 27 Rice Street Edmundston, NB, E3V 1S9 (hereinafter, together with its successors and permitted assigns, referred to as the "Payor"), hereby promises to pay to Fraser Papers Inc. (together with its successors and permitted assigns, hereinafter referred to as the "Payee"), on the Maturity Date, in lawful money of the United States, the sum of Ten Million Dollars (US\$10,000,000) (the "Principal Amount"), as adjusted pursuant to Section 3.8 of the Purchase Agreement (defined below), at its office at Toronto, Ontario, or at such other place as the Payee may designate.

(b) This Promissory Note is issued pursuant to and is subject to the provisions of the Purchase Agreement. All capitalized terms used but not otherwise defined herein shall have the meanings ascribed thereto in the Purchase Agreement. The terms and conditions of the Purchase Agreement are incorporated herein by reference with the same force and effect as if such terms and conditions were fully set forth herein.

2. **Definitions**

In this Promissory Note, capitalized terms used but otherwise defined herein shall have the following meanings ascribed to such terms:

"Brookfield Debt" means any debt owing to Brookfield Asset Management Inc. (or its successors) or an affiliate thereof, pursuant to the definition of "affiliate" in the *Business Corporations Act* (Ontario) as such definition exists as of the date of this Promissory Note.

"CIT Facility" means the senior secured credit facility dated as of the date hereof between the Payor, as borrower, certain subsidiaries of the Payor, as guarantors, CIT Business Credit Canada Inc. as agent and lender and the other lenders party thereto from time to time, as may be amended, restated, or otherwise modified from time to time.

"Fraser Papers" shall mean, collectively, Fraser Papers Inc. and its subsidiaries (being, on the date hereof, Fraser Papers Limited, FPS Canada Inc., Fraser Papers Holdings Inc., Fraser Timber Limited and Fraser N.H. LLC).

"Maturity Date" means April 28, 2018.

"Purchase Agreement" means the asset purchase agreement dated as of December 22, 2009 (as amended, modified or restated from time to time) between Fraser Papers, as Vendors, and Brookfield Asset Management Inc. or its designate(s), as Purchaser, as assigned to the Payor and

Twin Rivers Paper Company LLC pursuant to an assignment and assumption agreement dated as of April 28, 2010.

"Senior Indebtedness" means the principal of and the interest and premium (or any other amounts payable thereunder), if any, on:

(a) all indebtedness, liabilities and obligations of the Payor in respect of any indebtedness which is secured by liens, encumbrances or charges on any assets of the Payor, whether outstanding on the date of this Promissory Note or thereafter created, incurred, assumed or guaranteed, including, for greater certainty, all indebtedness, liabilities and obligations of the Payor under or in respect of the CIT Facility; and

(b) renewals, extensions, restructurings, refinancings and refundings of any such indebtedness, liabilities or obligations;

unless in each case it is provided by the terms of the instrument creating or evidencing such indebtedness, liabilities or obligations that such indebtedness, liabilities or obligations are *pari passu* with or subordinate in right of payment to this Promissory Note.

"Trustee" means a trustee appointed to hold an interest in the Principal Amount for the benefit of one or more classes or groups of creditors of Fraser Papers.

3. Intercreditor Agreement

The Payee hereby acknowledges and agrees that all rights and remedies of the Payee (including its successors and assigns) hereunder, including with respect to payment and enforcement of this Promissory Note, are subject to the Intercreditor Agreement dated April 28, 2010 between, among others, CIT Business Credit Canada Inc. and the Payee (the "Intercreditor Agreement").

4. Term

The Principal Amount shall be payable only on the Maturity Date, unless the Principal Amount is prepaid earlier in accordance with the terms and conditions of this Promissory Note and the Intercreditor Agreement. Notwithstanding the foregoing, but subject to the Intercreditor Agreement, the Principal Amount shall become due and payable in the event that the Payor institutes legal proceedings in respect of itself or substantially all of its property and assets under any federal, provincial or applicable foreign law relating to bankruptcy, insolvency, receivership, or creditor protection of insolvent persons (including the Bankruptcy and *Insolvency Act* (Canada) and the *Companies' Creditors Arrangement Act* (Canada)) or any such legal proceedings are instituted by creditors of the Payor and are not withdrawn, dismissed or terminated within sixty (60) days thereof.

5. Non-Interest Bearing Promissory Note

The Principal Amount shall not bear any interest.

6. Unsecured, Subordinated Promissory Note

This Promissory Note is a direct obligation of the Payor but is not secured by any mortgage, pledge, hypothec or other charge, lien or encumbrance. This Promissory Note and all Replacement Notes (as such term is defined below) shall rank *pari passu* with all other outstanding direct, unsecured and unsubordinated present and future obligations (except as otherwise prescribed by law) of the Payor and will be payable rateably without preference or priority. The Principal Amount hereof is subordinated and postponed to the repayment in full of all Senior Indebtedness of the Payor, provided that notwithstanding the foregoing postponement, the Payor shall repay the Promissory Note on the Maturity Date provided that no default then exists or would result from such payment under any Senior Indebtedness the terms of which would prohibit such repayment if a default then exists or would result from such payment, and provided further that if such Senior Indebtedness is also Brookfield Debt, then 180 days following the Maturity Date the Payee shall be free to pursue its available remedies to enforce payment upon the Promissory Note, however the Promissory Note shall remain subordinated to all Senior Indebtedness including Brookfield Debt.

7. Voluntary Prepayment

The Payor shall have the right and the privilege, at its sole option, of prepaying in whole or in part any portion of the Principal Amount at any time or from time to time prior to the Maturity Date without premium or penalty in minimum increments of US\$1,000,000. In the event that more than one Promissory Note is outstanding as a result of any replacement Promissory Notes being issued pursuant to Section 7 or Section 13, any such voluntary prepayment shall be made in respect of all notes held by parties having claims of equal priority in respect of one another, on a *pro rata* basis. The Payee shall not have the right to require the Payor to redeem or call for the repayment of this Promissory Note at any time prior to the Maturity Date.

8. Successors and Assigns

This Promissory Note shall enure to the benefit of and shall be binding upon the Payor and the Payee and their respective successors and permitted assigns. This Promissory Note shall not be transferable or assignable by the Payee, its successors or its permitted assigns without the prior written consent of the Payor, in its sole and absolute discretion; provided however that:

(a) the Payee may transfer or assign this Promissory Note, in whole and not in part, without the consent of the Payor, to a successor (by operation of law or otherwise) of Fraser Papers; and

(b) the Payee may transfer or assign this Promissory Note, in whole or in part, without the consent of the Payor, to one or more Trustees or a nominee of such Trustee and any successor trustee or nominee thereof, holding the Promissory Note on behalf of Fraser Papers or any Persons designated by Fraser Papers or to whom an interest in the Promissory Note is to be distributed in accordance with such Orders of the Canadian Court and the Bankruptcy Court as may subsequently be made, provided that (i) the terms of any Order authorizing any such distribution shall expressly provide that such distribution, and the rights and remedies of any successor or assign of Payee, is subject to the Intercreditor Agreement; and (ii) Payor is satisfied, acting reasonably, that such transfer or assignment would not result in the Payor becoming a

reporting issuer in any province or territory of Canada (or the equivalent in any other jurisdiction).

9. Amendment

This Promissory Note may not be modified, except and only by a written instrument executed by the Payor and the Payee.

10. Non-Negotiable Instrument

This Promissory Note is not and is not intended to be a negotiable instrument.

11. Governing Law

This Promissory Note is governed by and construed in accordance with the laws of the Province of Ontario and the federal laws of Canada applicable therein.

12. Submission to Jurisdiction

(a) The Payee hereby irrevocably and unconditionally submits, for itself and its property, to the non-exclusive jurisdiction of the courts of the Province of Ontario, and any appellate court thereof, in any action or proceeding arising out of or relating to this Promissory Note, or enforcement of any judgment, and each of the Payor and the Payee hereby irrevocably and unconditionally agrees that all claims in respect of any such action or proceeding may be heard and determined in Ontario. Each of the Payor and the Payee agrees that a final judgment in any such action or proceeding shall be conclusive and may be enforced in other jurisdictions by suit on the judgment or in any other manner provided by applicable law. Nothing in this Promissory Note shall affect any right that the Payor may otherwise have to bring any action or proceeding relating to this Promissory Note against the Payee in the courts of any other jurisdiction.

(b) The Payee hereby irrevocably and unconditionally waives, to the fullest extent it may legally and effectively do so, any objection which it may now or hereafter have to the laying of venue of any suit, action or proceeding arising out of or relating to this Promissory Note in any court referred to in this Section 12(b). Each of the Payor and the Payee hereby irrevocably waives, to the fullest extent permitted by applicable law, any *forum non conveniens* defence to the maintenance of such action or proceeding in any such court.

13. Waiver of Jury Trial

EACH OF THE PAYOR AND THE PAYEE HEREBY IRREVOCABLY AND UNCONDITIONALLY WAIVES, TO THE FULLEST EXTENT PERMITTED BY APPLICABLE LAW, ANY RIGHT IT MAY HAVE TO A TRIAL BY JURY IN ANY LEGAL PROCEEDING DIRECTLY OR INDIRECTLY ARISING OUT OF OR RELATING TO THIS PROMISSORY NOTE (WHETHER BASED ON CONTRACT, TORT OR ANY OTHER THEORY). EACH OF THE PAYOR AND THE PAYEE (A) CERTIFIES THAT NO REPRESENTATIVE, AGENT OR ATTORNEY OF ANY OTHER PARTY HAS REPRESENTED, EXPRESSLY OR OTHERWISE, THAT SUCH OTHER PARTY WOULD

NOT, IN THE EVENT OF LITIGATION, SEEK TO ENFORCE THE FOREGOING WAIVER AND (B) ACKNOWLEDGES THAT IT AND THE OTHER PARTIES HERETO HAVE BEEN INDUCED TO ENTER INTO THIS AGREEMENT BY, AMONG OTHER THINGS, THE MUTUAL WAIVERS AND CERTIFICATIONS IN THIS SECTION.

14. Replacement Notes.

(a) Should it be determined pursuant to Section 3.8 of the Purchase Agreement, that the Principal Amount of the Promissory Note is to be adjusted to an amount other than \$10,000,000, the Payee shall promptly return this Promissory Note to the Payor in exchange for a promissory note in identical form in the amount of such adjusted Principal Amount.

(b) Upon receiving written notice of any assignment by the Payee of this Promissory Note made in accordance with Section 8, the Payor shall, upon request by the Payee and return of the original Promissory Note to be replaced, issue a replacement promissory note or notes in identical form to reflect such whole or partial transfer. For greater certainty, any replacement note issued in accordance with this Section shall state that the rights and remedies of the Payee thereunder are subject to the Intercreditor Agreement.

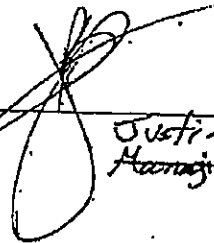
IN WITNESS WHEREOF, the undersigned hereunto sets its hand and seal as of the date first set forth above.

TWIN RIVERS PAPER COMPANY INC.

By: _____

Name:

Title:


Justin Bebel
~~Managing Director~~
Vice President

Agreed to and acknowledged as of this _____ day of _____, 2010.

FRASER PAPERS INC.

By: _____

Name:

Title:

[Signature Page to Promissory Note]

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned hereunto sets its hand and seal as of the date first set forth above:

TWIN RIVERS PAPER COMPANY INC.

By:

Name: _____

Title: _____

Agreed to and acknowledged as of this 28 day of April, 2010.

FRASER PAPERS INC.

By:

[Signature]
Name: Glen McMillan

Title: Senior VP and CFO

By:

[Signature]
Name: Marina Mueller

Title: Assistant Corporate Secretary

[Signature Page to Promissory Note]

Schedule "C" – Share Certificate

INCORPORATED UNDER THE LAW OF THE PROVINCE OF ONTARIO



This is to Certify that FRASER PAPERS INC.

is the registered holder of **2,401,960** Common Shares of

TWIN RIVERS PAPER COMPANY INC. The class or series of shares represented by this Certificate has rights, privileges, restrictions or conditions attached thereto and the Corporation will furnish to the holder, on demand and without charge, a full copy of the text of,

(i) the rights, privileges, restrictions and conditions attached to the said shares and to each class authorized to be issued and to each series insofar as the same have been fixed by the directors, and

(ii) the authority of the directors to fix the rights, privileges, restrictions and conditions of subsequent series, if applicable.

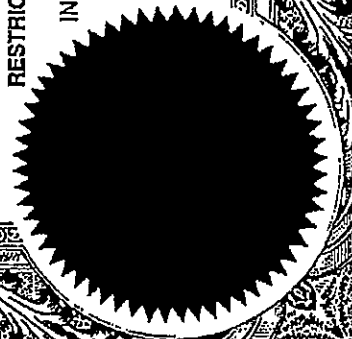
C O M M O N S H A R E S

RESTRICTIONS ON TRANSFER. There are restrictions on the right to transfer the shares represented by this Certificate.

IN WITNESS WHEREOF the Corporation has caused this certificate to be signed by its duly authorized officers

this 28th day of April 2010

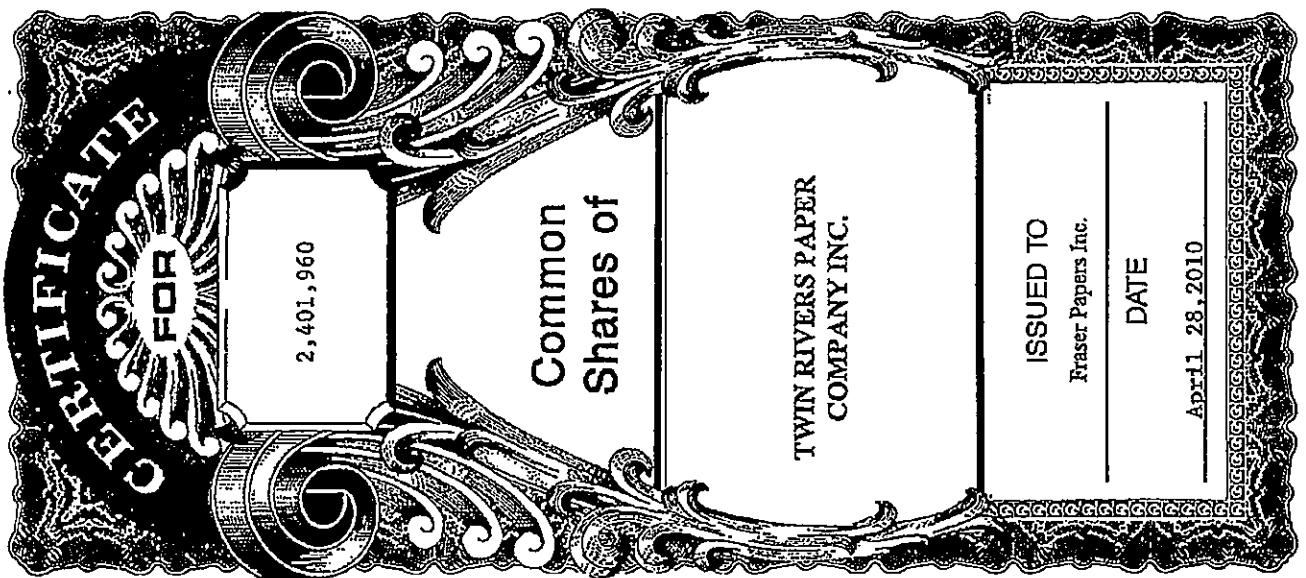
Handwritten signature of an authorized officer.



NO PAR VALUE

The shares represented by this certificate are subject to a unanimous shareholder agreement made as of the ____ day of _____, 2010 among the Corporation and its shareholders, as the same may be supplemented, amended, restated or replaced from time to time, and may not be pledged, sold or otherwise transferred except in accordance with the provisions thereof.

Unless permitted under securities legislation, the holder of this security must not trade the security before the date that is four months and a day after the later of (i) _____, and (ii) the date the Corporation become a reporting issuer in any province or territory.



For Value Received, _____ hereby assign and transfer unto

_____ *Common Shares*

represented by the within Certificate.

Dated _____ *(year)* _____

In the presence of _____

NOTICE THE SIGNATURE OF THIS ASSIGNMENT MUST CORRESPOND WITH THE NAME AS WRITTEN UPON THE FACE OF THE CERTIFICATE IN EVERY PARTICULAR, WITHOUT ALTERATION OR ENLARGEMENT OR ANY CHANGE WHATSOEVER.